

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

VENDREDI 2 JUILLET
 N°224 1,50 F

Belgique : 15 FB
 Commission Paritaire N° 56 942

LARZAC
 Le pays
 manifeste
 pour libérer
 les
 emprisonnés

**POUR PARLER DE LA
 QUALITÉ DE LA VIE**

DES BLINDES A ANGERS

de notre Bureau de Presse Régional

Derrière des milliers de CRS, abrité par des blindés, Giscard a donc parlé de «qualité de la vie» à Angers. Il a bien dû aborder le problème de la sécheresse, pour dire que des mesures seraient prises... en septembre, et qu'il faudrait revoir la question de l'approvisionnement en eau ! Une fois de plus, le chef de la bourgeoisie étale son mépris des masses.

Les autres points abordés ont concerné «l'enlaidissement» de la France. Mais à propos, pourquoi n'a-t-il pas parlé de la pollution de la Mayenne par le trust Péchiney ? Enfin, sur le logement, nous avons appris que «l'aspiration profonde des Français était l'accession à la propriété et le logement en maisons individuelles» ! Notre correspondant nous rapporte ce qu'en ont pensé les travailleurs d'Angers :

Angers, ville bouclée, ville en état d'alerte, c'est ce que devaient penser les gens qui traversaient les artères de la préfecture du Maine-et-Loire. Les flics et les Renseignements Généraux contrôlent toutes les intersections de rues. Ils ont pris position dans les maisons avoisinantes de la préfecture. Ils sont plus de quatre mille, et des véhicules blindés sont dissimulés dans les petites rues.

Tout cet arsenal policier est destiné à empêcher les travailleurs de parvenir jusqu'à Giscard et à sa longue suite.

suite p.6

DÉPART EN VACANCES APRÈS LA CHAÎNE ... LES BOUCHONS



Bison futé, tuniques bleues et jeu de piste pour éviter les bouchons sur les routes... Une des pièces-maîtresses de cette opération, c'est «l'étalement des départs» : éviter en particulier que tous les Parisiens ne partent en même temps.

On étale ce qu'on peut ! L'étalement des départs, c'est un pis-aller quand on est incapable d'étaler les vacances.

La direction des routes le sait bien : «1976 restera encore dans les annales routières, une grande année à bouchons. Et le remède à une situation aussi exceptionnelle que sont les grands exodes, des vacances, ne peuvent être que partiels». Elle s'attend à ce que quatre millions de personnes prennent la route dans un million quatre cent mille voitures, entre le mercredi 30 juin et le samedi 3 juillet.

suite p.6

- A Berlin-Est, le plan de Marchais pour sauver la bourgeoisie. p.3
- A Fougères, rencontre des travailleurs en lutte contre le chômage p.5
- La campagne anti-jeune fait un mort p.6
- Interview d'Alain Juillet (OC-GOP) et d'Henri Maler (OC-Révolution) p.9
- Thomson 1976 : l'esprit de Stoléru souffle sur la CIAPEM-Brandt. p.12

MEETING SEP
 (Bordeaux)

1 200
 pour la
 réintégration
 des
 licenciés

voir p.4

LIBAN

La Résistance et les forces patriotiques déclarent :

**«Tell Zaatar sera le
 cimetière
 des conspirateurs»**

«Nous mettons l'opinion publique arabe et mondiale en garde contre le plan isolationniste (ce sont ceux qui sont opposés à toute participation au combat contre l'Etat d'Israël) appuyé par le régime syrien et visant à frapper la Résistance Palestinienne et à réaliser la partition du Liban. Face à la conspiration américano-israélo-syro-isolationniste, la bataille de Tell Zaatar sera le cimetière des conspirateurs et le point de départ d'une guerre ouverte et de longue haleine que mèneront les masses populaires libanaises et palestiniennes jusqu'à la victoire», écrit dans un récent communiqué le commandement palestinien et patriote.

Dans le camp de Jisr el Bacha, tout laisse penser qu'un massacre de grande envergure est en cours : les forces réactionnaires qui y ont pénétré ont annoncé qu'elles avaient «nettoyé» le quartier. Des centaines de personnes avaient été assassinées quand ces mêmes forces ont «nettoyé» le quartier de la Quarantaine au mois de janvier.

suite p.7

POLOGNE

**Pendant les
 manifestations de
 Radom**

**2 MANIFESTANTS
 ASSASSINÉS**

voir p.8

ESPAGNE

**NAVARRO
 DÉMISSIONNE**

Hier soir, la démission d'Arias Navarro était annoncée. Premier ministre de Franco, maintenu par Juan Carlos, son gouvernement tentait d'associer la vieille garde du franquisme et ceux qui veulent aménager le fascisme en lui donnant une apparence de démocratie bourgeoise. Les désaccords de ces différentes fractions sont sans doute à l'origine de cette démission.

PEROU
 L'ETAT
 D'URGENCE
 DÉCRÉTÉ
 POUR
 UN MOIS

Quand
 la P.J.
 dépose
 les armes



voir p.6

DOSSIER



LA «SECURITE» DES FRANÇAIS

Paul LEFORT

DES LOIS SCÉLÉRATES

C'est bien sûr, la délinquance qui justifie, pour le gouvernement, l'adoption de nouvelles lois. Ces lois, d'ailleurs, bien que non préparées complètement, ont été annoncées dans le conseil des ministres qui suivit l'enlèvement du jeune Bertrand à Troyes, et l'immense campagne de presse qu'il a suivie.

Les lois apparaissent anodines. Mais nous allons voir combien elles sont dangereuses.

Poniatowski n'en est pas resté aux déclarations. Son action concrète traduit maintenant bien où il veut en venir et si l'on accorde encore quelque crédit à sa volonté affirmée de vaincre le banditisme, c'est qu'on est peu au courant de sa réelle action policière.

Au premier rang des mesures qu'il a prises, figurent les quatre projets de lois qui visent, comme l'indiquait le conseil des ministres qui les a adoptés, à «renforcer les moyens d'assurer la sécurité des Français». (Fouilles des véhicules, association de malfaiteurs, port d'arme, et régime pénitenciaire).

Une cinquième, qui visait à légaliser les interpellations et les vérifications d'identité, a été pour l'instant laissée de côté. Sachons pourtant, qu'en théorie, les vérifications d'identité sont seulement permises en cas de flagrant délit, de contrôle routier, dans le cas d'une enquête préliminaire ou quand il s'agit de contrôle, dans certains cas, des conditions de séjour des étrangers.

Donc, la vérification d'identité, couramment pratiquée dans la rue, ainsi que la garde à vue, sont parfaitement illégales. A plus forte raison les opérations coup de poing qui entraînent en plus la fouille des véhicules.

LA FOUILLE DES VÉHICULES

Le premier des projets de loi adoptés concerne la fouille des véhicules. Jusqu'à présent, le véhicule est assimilé au domicile et sa fouille n'est pas libre. Il y a bien sûr l'exception connue de la fouille des douanes, mais, en dehors d'une procédure judiciaire ou d'un délit, la fouille du véhicule est interdite.

Le texte mis au point légaliste au contraire cette fouille qui inclut aussi le contenu du véhicule (valises, fouilles des passagers).

Comme on le voit, cette loi accroît donc les pouvoirs de la police, bafouant une liberté élémentaire. Elle peut permettre d'inquiéter quiconque transporte des tracts, du matériel politique, ou ce que, par la législation très extensive, on peut assimiler à une arme par destination. Outre son rôle de fichage, de surveillance, qui peut conduire à une

garde à vue, cette loi est évidemment dissuasive : elle fait planer une menace perpétuelle d'interpellation quand on circule en voiture.

LE PORT D'ARME

Ce projet vise à réprimer le port d'armes (ou de munitions ou de pièces détachées d'armes) illégal. La peine prévue pour ce délit va de 1 à 5 ans. Bien entendu, là aussi, il est permis de craindre que l'extension aux armes par destination tout objet qui est considéré comme pouvant servir d'arme, soit utilisée contre des militants pour les faire passer pour des malfaiteurs. Aux Etats-Unis, à titre de comparaison, beaucoup de militants ont été mêlés par la police à des affaires de drogue ; ils ont ainsi été réprimés comme des vulgaires trafiquants, grâce à la provocation organisée contre eux. Une telle loi peut donc être utilisée dans le même sens.

D'autre part, la peine peut passer à 10 ans pour ceux qui ont déjà été condamnés à de la prison, que ce soit une peine légère ou lourde, quelle que soit la cause.

Un juge prenait l'exemple d'un manifestant trouvé en possession d'un couteau Opinel (arme par destination) et qui aurait été condamné à quelques jours de prison pour chèque sans provision : il est alors passible de 10 ans de prison !

Avec cette loi, si on l'interprète d'une manière extensive, on pourra mettre en prison n'importe quel manifestant.

L'ASSOCIATION DE MALFAITEURS

Un troisième projet tend à élargir la notion d'association de malfaiteurs, qui vise, en théorie, le crime organisé dont on sait bien avec quelle facilité il échappe aux lois. Pour qu'il y ait association de malfaiteurs, il n'y aura plus besoin, maintenant, de plusieurs délits, et même d'un seul délit (le délit est considéré comme moins grave que le crime ; tous les crimes ne sont pas des meurtres ; quand il y a meurtre, c'est un crime de sang).

Mieux, il suffit maintenant d'avoir accompli des «menées préparatoires» : c'est ainsi non seulement

l'accomplissement de l'infraction, mais son intention qui est visée, ce qui est très grave et permet toutes les manipulations.

D'autre part, les délits prévus comme devant tomber sous le coup de la loi sont : proxénétisme, menaces, falsifications ou contrefaçons.

Là encore, cette formulation est dangereuse : on ne pleurera pas que le proxénète risque plus. C'est tant mieux. Mais, sous le délit «falsification», il peut simplement y avoir une falsification de chèque par exemple. La gravité n'a donc rien à voir et on voit combien ce délit peut être élargi.

A l'évidence, ce texte vise à prévoir la condamnation de «politiques». C'est d'ailleurs ce qui s'est passé en Italie. Des mesures telles que l'obligation de séjour, la surveillance spéciale, prises à l'origine pour les vagabonds, les prostituées, etc... Elles ont été rapidement étendues à ceux qui commentent des «atteintes à la sûreté de l'Etat», ou des «menées préparatoires».

RENFORCEMENT DE LA LÉGISLATION DES PEINES

Enfin, le dernier projet de loi vise à aggraver la rigueur de la détention des prisonniers. Il s'agit de réduire la compétence du juge d'application des peines pour accorder des libérations conditionnelles, ou des permissions. Ce texte répond aux désirs du Parisien Libéré par exemple qui parle de «prisons trois étoiles», comme le ministre Galley. Il s'inscrit dans une suite de mesures renforçant les conditions de détention.

Ces textes ont des points communs : ils sont tous en apparence dirigés contre les malfaiteurs. On s'imagine qu'ils vont permettre de traquer les proxénètes, les gangs organisés. La réalité est loin. Une police comme la nôtre ne peut supprimer les gangs avec qui elle a des accointances, quand il n'y a pas de véritables réseaux politiques avec les partis bourgeois. Un hold-up énorme, peut, c'est une supposition, venir agréablement financer une campagne électorale... Ces textes, par contre, ont un autre point commun ; par leur vague, ils peuvent tous être interprétés extensivement et utilisés contre les militants politiques, ils peuvent tous servir à restreindre les libertés. En cela, ils sont une atteinte (une de plus) à la démocratie bourgeoise élémentaire. On n'en est pas encore au nouveau code pénal de la République fédérale allemande, mais on y va...



L'outil policier mis en place par le gaullisme

La cinquième République a fait, après Vichy, la seconde réforme de la police. En 1966, le personnel de la Préfecture de Police (Paris), et celui de la Sûreté Nationale furent fusionnés.

Mais c'est surtout 1968 qui a montré à la bourgeoisie combien sa police manquait d'efficacité.

Dès 68, vinrent en effet les réformes de l'organisation policière : le secrétaire général à la police fut remplacé par un directeur général de la police nationale (aujourd'hui Pandraud, un ancien de Marcellin qui a survécu au giscardisme par son efficacité et ses connaissances policières). Il s'agissait de mieux centraliser et coordonner la police. Le service de sécurité publique fut remanié, et, les compagnies d'intervention des corps urbains furent

créées et équipées.

Marcellin a tiré les leçons de Mai 68 qui a fait trembler la bourgeoisie : en cas de crise, il est indispensable pour le pouvoir de maintenir une liaison permanente avec ses forces de répression et une totale mobilité de celles-ci.

Aussi attache-t-on aujourd'hui tant d'importance à ce qui est pompeusement baptisé «logistique de crise» : en 1972, a été adopté un plan de quatre ans pour couvrir la France de télé-imprimeurs, équipements radio, circuits de communication complètement autonomes des réseaux publics PTT. Les crédits d'investissements sont énormes.

Sous le gaullisme, Marcellin s'attacha à exhiber, faire des démonstrations de forces

impressionnantes par un quadrillage massif, quasi-permanent de CRS ou de gendarmes dans certains quartiers. Les flics furent dotés du matériel le plus perfectionné (de 68 à 73, les crédits de matériel ont été multipliés par trois). De même, les Renseignements Généraux (RG) ont été réorganisés en octobre 68 pour lutter contre les révolutionnaires, les syndicalistes. La présence fasciste y est ouverte : le groupe de direction, alors sous la direction de Caille, est composé de membres du SAC. Les RG cherchent les «suspects» ; et, par «suspect», il faut entendre «tous ceux qui se réjouissent des difficultés du gouvernement» enseigne un manuel de police... Le rôle de la DST, originellement prévu pour lutter contre la «subversion extérieure», prend un tour nouveau sous Marcellin, qu'elle gardera : la lutte contre les révolutionnaires, les écoutes se multiplient. A la PJ enfin, la patte de Marcellin oriente l'activité contre les révolutionnaires et les syndicalistes.

Cette réorganisation générale, ce perfectionnement sont sous-tendus par la thèse de l'existence d'un prétendu «complot international» dirigé contre la France.

Aujourd'hui, on l'a vu, cette tactique a fait long feu. La provocation, pourtant, qui a été si souvent utilisée sous Marcellin, est encore et toujours à l'honneur : on se rappelle les attentats inexplicables, comme celui de Cabannes, de l'AFP l'an dernier, ou la bombe de la gare de l'Est, ou plus récemment, l'attentat (?) du Boulevard Sébastopol.

Les CRS : une «élite» très spéciale

Les CRS ont été créés le 8 décembre 1944, en remplacement des GMR de Vichy. Selon la bourgeoisie, il s'agissait de répondre à la «préoccupation majeure du maintien de l'ordre, chômage et difficulté de l'emploi causant une agitation subtilement entretenue».

Une brochure éditée pour leur trentième anniversaire n'a pas de mots assez louangeurs : «Corps d'élite au service de l'Etat, trente ans de tradition et de loyauté». Les ouvriers et le peuple connaissent bien le rôle de ces gens-là, mais c'est leur «sang-froid» qu'a loué Poniatowski en arrivant au ministère de l'Intérieur.

Signe éminent de la conscience qu'a la bourgeoisie de la faiblesse de son pouvoir, Poniatowski déclarait l'an dernier que dans la situation actuelle «où le doute et l'inquiétude étouffent l'homme moderne», les CRS «sont plus indispensables que jamais».

LA GAUCHE ET L'INFORMATION

On se rappelle que la gauche a formé, sous la présidence de Mme Charles Roux, écrivain et épouse de Gaston Deferre, un «comité pour le respect du droit à l'information». Cet organisme a publié hier ses conclusions d'enquête. Elles montrent clairement quelles sont les conceptions de l'Union de la Gauche en matière de «respect du droit à l'information».

Les membres du comité ont calculé que les interventions de membres de la coalition gouvernementale sont à peu près trois fois plus nombreuses (à la télévision comme à la radio) que celles des gens de l'Union de la Gauche. Ce qui n'a rien d'étonnant. Chacun sait en effet que la radio et la télévision sont étroitement soumises à la politique de la fraction bourgeoise en place. L'Union de la Gauche, d'ailleurs, qui rêve du pouvoir en 1978, rêve en même temps de placer ses hommes demain dans la radiotélévision. Le comité se plaint de «manquements graves au droit de l'information», il dénonce le «pouvoir giscardien qui tente d'organiser une mise en condition de l'opinion» et déplore que les journalistes de la gauche qu'ils soient du PCF ou du PS, soient écartés de la profession d'éditorialiste.

Il fait par ailleurs une liste des domaines où l'information a été, à son goût, mal assurée. Dans le «domaine économique», il critique l'absence de présentation des projets de la gauche ; dans le «domaine social», le projet critique le silence fait par la radio et la télévision sur le chômage, les expulsions, les accidents du travail ; dans le «domaine des libertés», il déplore l'absence de propagande faite sur la commission des libertés.

Bref, à part les critiques justes concernant le silence fait sur la misère moderne, le chômage, et la vie des travailleurs, l'ensemble des griefs de la Gauche en matière d'information se résume à ceci : les politiciens de gauche s'estiment lésés dans leur temps de parole, ils seraient satisfaits si Mitterrand parlait aussi longtemps que Giscard, Deferre, autant que Chirac, etc...

Bien loin de leurs préoccupations, par contre, le fait que la télévision et la radio se fassent l'écho des luttes réelles dans les pays, l'écho des aspirations des masses. La gauche vise simplement à faire parler ses éditorialistes, à établir, finalement, un équilibre avec la coalition au pouvoir. Mais elle se fiche bien de donner la parole réellement au peuple.

D'ailleurs, le peuple, quand il prend la parole, sait le faire sans demander la permission à tel ou tel comité : ce sont par exemple les ouvriers du «Parisien Libéré» qui envahissent le plateau de la télévision, ce sont les travailleurs en lutte qui imposent, par leurs manifestations, que radio et télévision parlent d'eux.

Donc, contrairement aux équilibres savants des temps de parole des politiciens, l'information du peuple, le droit à l'information, comme toute revendication, se conquiert dans la lutte et non par des lamentations parlementaires.

A Berlin-Est

LE PLAN DE MARCHAIS POUR SAUVER LA BOURGEOISIE

La conférence de Berlin-Est est terminée, les dirigeants des vingt-neuf partis révisionnistes, après avoir prononcé leurs discours discordants se sont séparés, se promettant bien de ne jamais plus se réunir tous ensemble pour un sommet de ce genre.

Marchais a été mercredi un des derniers intervenants. Il a exposé son projet politique pour la France et s'est ostensiblement démarqué de l'URSS.

Nous avons dans nos articles des jours précédents expliqué pour quelles raisons Marchais et d'autres chefs de partis révisionnistes tenaient à se démarquer de l'URSS. Parce que, ce qui s'y passe est un puissant répulsif pour les masses, et d'autre part parce que, représentants d'une nouvelle bourgeoisie impérialiste, ils ont des contradictions avec l'URSS superpuissance impérialiste. Aujourd'hui voyons quelle société Marchais veut instaurer en France.

Toute la première partie de son intervention à Berlin-Est est instructive à cet égard, elle constitue une synthèse du projet du PCF de capitalisme d'Etat. Marchais parle de la crise que traverse notre pays, il note qu'elle «affecte tous les aspects de la vie de la société sans exception», mais à aucun moment, il ne se place du point de vue des masses. Ce qu'il retient de cette crise c'est qu'elle «bloque le développement national et abais-

se le rang de la France dans le monde». Selon Marchais, la «grande bourgeoisie monopoliste» ne peut pas sortir le pays de la crise, car c'est «la domination hégémonique qu'exerce sur toute la vie nationale une caste étroite détenant tous les leviers de commande économiques et politiques qui est à l'origine de la crise».

La responsabilité de la crise est donc étroitement circonscrite à une «caste», et non à l'ensemble de la

bourgeoisie. Donc pour sortir de la crise, il faut chasser cette caste des leviers de commande et «donner à la nation elle-même la maîtrise de son développement économique et social» et cela par «la participation des travailleurs à la direction et à la gestion des affaires».

Il s'agit, on le voit, de remplacer des gestionnaires par d'autres, de substituer à une caste étroite la «participation des travailleurs» dont on sait qu'ils seront des cadres, des responsables syndicaux, c'est-à-dire une nouvelle bourgeoisie plus large, composée des cadres et de membres de l'appareil syndical.

Voilà ce qu'entend Marchais lorsqu'il parle de sortir le pays de la crise : non pas profiter de la crise de l'impérialisme pour le détruire, mais le tirer d'affaire en modifiant et en élargissant la fraction de la bourgeoisie au pouvoir.

La Cour des Comptes

Les scandales dont on veut bien nous parler...

Comme chaque année, la Cour des Comptes vient de rendre public son rapport sur les «opérations retracées dans les comptabilités publiques de l'année 1974». Le retard mis à la publication de ce rapport est ainsi expliqué par Désiré Arnaud, premier président de la Cour : «Ce décalage dans le temps, que les délais de production des comptes et les besoins de la vérification rendent inévitables, présenterait des inconvénients et risquerait d'atté-

nuer la portée des constatations effectuées et des enseignements qui en sont tirés, si la Cour ne s'était pas efforcée, comme les années précédentes, de prolonger ses enquêtes au-delà des comptes examinés pour s'assurer de la permanence des critiques formulées».

Il est impossible, à la lecture du Rapport, de décerner la palme du grotesque et de l'absurde. C'est la Cour des Comptes qui avait révélé

le scandale de La Villette. Toutefois, les affaires ainsi relevées ne doivent pas faire oublier l'essentiel : ce n'est que l'arbre qui cache la forêt, celle de l'interaction des milieux politiques, des milieux d'affaires et du Milieu tout court. Révéler quelques scandales de l'administration permet à la bourgeoisie de créditer son appareil d'Etat d'une certaine propreté sur laquelle elle veillerait. Mirage derrière lequel la réalité est autre, et on le sait quand elle éclate en scandales, comme les impôts de Chaban-Delmas, les liens entre l'UDR et le Milieu à Lyon, où les spéculations des députés UDR sur les biens fonciers et immobiliers.

QUAND BOURGES S'EN VA-T-EN GUERRE

Bourges, le ministre de la Défense, vient de prévenir par lettre le vice-amiral d'escadre, Antoine Sanguinetti, qu'il allait proposer au prochain Conseil des Ministres, sa radiation des cadres de l'armée d'active. Cette sanction arbitraire est ainsi expliquée par son triste auteur : Sanguinetti aurait manqué aux règles élémentaires de la discipline militaire en publiant, les 28, 29 et 30 juin derniers, dans les colonnes du journal «Le Monde», une série d'articles dénonçant le glissement de la France vers l'intégration au camp atlantiste, dominé par les USA. D'autre part, Sanguinetti dé-



suite de la une

POUR PARLER DE LA QUALITÉ DE LA VIE

DES BLINDÉS À ANGERS

Corresp. Angers

Le vent souffle fort à Angers, ce matin ; que de discours démagogiques, que de paroles en l'air ! Des tra-

vailleurs bien sûr, il n'en est pas question : la qualité de la vie, ça ne peut pas les concerner ! Au milieu de cette ville cernée par les mercenaires de Ponia, le PCF et la CGT appellent à une manifestation.

Deux mille personnes environ se trouvent sur la place Louis Imbach et entendent les appels à constituer l'union du peuple de France autour du programme commun. Les applaudissements sont timides. Manifestement, les travailleurs et les paysans présents ne sont pas satisfaits. Après de nombreuses hésitations, le cortège s'ébranle. Les chefs du PCF réclament la sagesse et la discipline des travailleurs, des chômeurs, des paysans victimes de la sécheresse... Les manifestants veulent se diriger vers l'Hôtel de Ville où Giscard parade. Le service d'ordre du PC et de la CGT s'y opposent chaque fois. Les mots d'ordre sur le programme commun ne sont pas repris. Un groupe entonne l'Inter-

nationale, les gens du PCF gardent le poing dans la poche. Les nombreux travailleurs présents aujourd'hui à la Bourse du Travail, ont observé deux choses :

- L'importance de l'appareil policier et répressif, qui tente d'anéantir toute liberté démocratique.

- La contradiction entre les propositions du PCF et les aspirations des travailleurs.

SANS IMPORTANCE...

Une nouvelle est passée totalement inaperçue : on a retrouvé le bateau d'un des concurrents de la Transatlantique, un trimaran, vide. Le skipper est «porté disparu», ce qui veut dire, en Atlantique Nord, qu'on ne le retrouvera jamais. Peut-être s'est-il battu comme un héros, avant d'être arraché par une vague. Mais pour ceux qui tirent leur profit de la course, mieux vaut qu'on n'en parle pas.

Sur la formation permanente :

«Certains organismes de formation se sont livrés à des pratiques frauduleuses. L'un d'eux, dans la région du Centre, a proposé et conclu de fausses conventions permettant ainsi aux entreprises contractantes de s'exonérer de dépenses obligatoires. De même, à Lyon, un établissement d'enseignement par correspondance a reçu plusieurs millions de francs sans assurer de contrepartie valable : il avait recueilli en employant plus de cent démarcheurs, treize mille six cents inscriptions de stagiaires, mais ne disposait que d'une vingtaine d'enseignants, la plupart à temps partiel. Les conventions passées avec cet établissement ne répondaient ni à la loi, ni à la réalité des prestations ; aucun contrôle des besoins et des connaissances des salariés n'a été opéré.

Extraits

L'assistance pédagogique, les corrections de travaux et les séances collectives imposées par les textes ont été sporadiques. En définitive, moins de 20 % des inscrits ont bénéficié d'un minimum d'enseignement».

Sur l'équipement :

«Le ministère de l'équipement a racheté aux sociétés concessionnaires les terrains que celles-ci ne parvenaient pas à revendre et ne pouvaient conserver, dans l'obligation qu'elles étaient de rembourser les emprunts. La Société d'équipement du département des Bouches-du-Rhône a revendu à l'Etat, à un prix d'ailleurs supérieur à l'évaluation du service des Domaines, quarante-huit hectares qui n'étaient pas vendable à des promoteurs du fait de la politique d'urbanisation aux abords de l'étang de Berre».

LUTTES OUVRIÈRES

SEP : 1 200 PERSONNES AUX «6 H CONTRE LA RÉPRESSION»

C'est dans la nuit de mercredi à jeudi que se sont tenues à Bordeaux les «6 heures pour la SEP» organisées par la section CFDT de la SEP et le syndicat CFDT de la métallurgie ; l'initiative de ce meeting était prise dans le cadre de la riposte à la répression qui frappe cinq travailleurs de la SEP, suite à la lutte d'un mois qui s'était menée contre le licenciement d'un de leurs camarades ; de 19 H à minuit et demi, ce sont 1 200 personnes qui ont participé à ce rassemblement. Le meeting portera sur deux points : d'une part, les acquis et les limites de cette lutte contre la répression (mobilisation politique insuffisante), d'autre part sur la question : comment avancer ?

Dès le départ, des délégués CGT des Câbles de Lyon, ceux de la section CFDT de la SEP expliqueront le sens de la répression actuelle ainsi : «C'est le fait syndical qui est en cause, non seulement à la SEP mais dans toute la Métallurgie où nous sommes présents». Ainsi un délégué des Câbles de Lyon : «C'est parce que nos militants ont exprimé les aspirations des travailleurs des Câbles, c'est parce que nous ne sommes pas d'habiles négociateurs mais les porte-paroles des travailleurs qu'on veut nous réprimer».

Et, ils montreront, tirant le bilan de leurs expériences, qu'il est possible d'imposer des reculs à la bourgeoisie à condition de riposter du tac au tac, de montrer qu'on est prêt à ne rien laisser passer et surtout qu'il ne faut pas

attendre. A la SEP : «C'est parce que nous avons maintenu une pression constante par des débrayages, l'organisation de ce meeting, etc... qu'aujourd'hui, trois d'entre nous sont réintégrés». Mais tout n'est pas gagné ! A la SEP, il y a encore deux travailleurs licenciés, quinze avertissements. Un délégué des Câbles de Lyon ajoutera : «Oui, il reste Durafour, qui entre août 75 et février 76 a cassé quatorze décisions d'inspecteurs du travail qui refusaient le licenciement de délégués». Il sera clairement montré que le danger aujourd'hui serait d'être triomphaliste et déjà : «le meeting s'est bien mais il faut aller plus loin». Et la nécessité de coordination des luttes reviendra sans cesse : «Nous ne devons pas nous battre chacun dans notre coin contre Durafour. Nous avons un objectif commun, prenons une initiative commune».

Richard FEUILLET

LE CHÔMAGE À BORDEAUX : DERRIÈRE LES CHIFFRES...

Dans le département de la Gironde, si relance il y a, elle signifie avant tout restructurations, fermetures, augmentations du rythme de travail, licenciements... Les services de l'ANPE de Bordeaux tentent de cacher le développement du chômage dans la région ; ils y arrivent plutôt mal et les luttes qui se déroulent actuellement comme à Bordeaux-Sud, montrent que les travailleurs ne veulent pas des reclassements.

Dans la région de Bordeaux ces derniers mois, le chômage s'est encore accru. En mai, le nombre de travailleurs au chômage appelés pudiquement «demandeurs d'emploi» était de 26 994 contre 22 503 en avril ; 55,5 % étaient des femmes, 37,8 % étaient des jeunes qui, pour certains, n'ont pas trouvé à s'embaucher depuis plus d'un an !

Pour ces messieurs de l'ANPE, qu'il y ait 4 500 chômeurs de plus en l'espace de trois à quatre semaines équivaut, paraît-il, à une hausse «légèrement plus sen-

sible» par rapport au mois de mai de l'an dernier !

Les offres d'emploi ont été moins nombreuses que l'an dernier, nous dit l'ANPE. Quand on sait que l'an dernier précisément, ce sont des dizaines de petites usines qui ont fermé ici, on a une idée de l'importance des offres d'emploi en question ! D'ailleurs, les statistiques (pour autant truquées) des services de l'emploi bordelais sont obligées de le reconnaître : alors que 1 269 personnes auraient trouvé un emploi en avril, 537 seulement seraient dans ce cas en mai.

Mais quel travail ont-ils trouvé ? On ne nous le dit pas ! En fait, des emplois intérimaires d'un mois ou deux dans le bâtiment ou les travaux publics par exemple, lesquels secteurs qui parlent de «compressions d'effectifs dans les semaines à venir».

QUAND LA BOURGEOISIE EXPLIQUE LE CHÔMAGE

Mais évidemment, les experts locaux des services de la main d'œuvre, toujours prêts à justifier les restructurations, se devaient de trouver une explication à ce fort taux de chômage. Selon eux, «le stock des offres non satisfaites a augmenté de 47 %». Autrement dit, il y a du travail... mais les ouvriers ne veulent pas travailler ! De qui se moquent donc ces messieurs ? Il y a quelques jours, ils affirmaient qu'il y avait baisse des offres d'emplois ! Ils n'en sont pas à une contradiction près ! Peut-être

veulent-ils parler des entreprises en cuir et peau de la région où 413 travailleurs demandaient à s'embaucher depuis des semaines et où deux seulement ont été pris. En fait, tous ces truquages et bavardages qui s'étalent sur les journaux ne visent ni plus ni moins qu'à désamorcer la colère des chômeurs et ainsi que celle des travailleurs en activité qui, dans de nombreuses branches, vont devoir affronter les mauvais coups que prépare le patronat dans la région, à l'heure de ce qui est appelé «les reclassements». Mais que ce soit dans les entreprises de papier-carton où d'on craint des compressions de personnel, dans le bâtiment, ou dans la chimie, les travailleurs sauront s'opposer aux licenciements. A Bordeaux Sud, le drapeau rouge flotte aux portes de l'usine : les travailleurs ont engagé la lutte contre la fermeture depuis hier.

Richard FEUILLET



COMMUNIQUÉ DES PAYSANS TRAVAILLEURS

A la suite de l'action menée le 28 juin contre l'antenne Génie-Domaine, chargée d'acquiescer les terres, action qui a entraîné l'incarcération de quatorze exploitants agricoles et huit résidents, les paysans du Larzac demandent la mise au point suivante :

Le général Dufour, commandant de la 44^e division militaire publiait dès lundi soir une information selon laquelle : «Cette action est le fait d'un groupe de personnes étrangères au Larzac. Sur les vingt-deux personnes interpellées, six seulement habitent sur le plateau».

Cette information est totalement fautive.

Pour sauver notre outil de travail et garder le droit de vivre sur nos fermes, nous

avons été acculés à commettre un acte réprimé par la loi. Le pouvoir porte seul la responsabilité de cette action. Il nous laissait espérer une issue possible à la concertation menée avec le sous-préfet de Millau, alors que son armée intensifiait ses achats sur le Larzac. Sur les 17 000 hectares concernés par le projet d'extension du camp, 3 500 appartiennent aux paysans, le reste appartient à des propriétaires non exploitants.

Très conscients des risques que nous prenons, nous sommes prêts à les assumer. Nous appelons à la solidarité nationale. Aujourd'hui, le Larzac ne doit pas être isolé, c'est tous ensemble qu'il nous faut le sauver.

Gardarem Lo Larzac.

Les paysans du Larzac

COMMUNIQUÉ DU C.A.M. (COMITÉ POUR L'ACCESSIBILITÉ DU MÉTRO)

6, rue d'Arcole - 13006 MARSEILLE

26, 27 juin, Marseille, journées portes ouvertes pour une visite gratuite d'un tronçon de métro. Le CAM (Comité pour l'Accessibilité du Métro) présent sur les lieux distribua des tracts et demanda à la population de signer une lettre-pétition pour un métro accessible à tous. Très bon accueil de la part du public, plus de 1 200 signatures sont recueillies. Ce bon résultat ne peut être qu'un encouragement à poursuivre notre action.

CAM Marseille 28 juin

Texte de la lettre pétition

MONSIEUR GASTON DEFERRE
DÉPUTÉ-MAIRE DE MARSEILLE
HÔTEL DE VILLE
13 002 MARSEILLE

Monsieur le Maire,

Ayant appris que rien n'avait été prévu pour que le Métro de Marseille soit accessible aux handicapés, je tiens à vous exprimer mon profond désaccord avec cette nouvelle ségrégation dont fera l'objet, une fois de plus, toute une catégorie de la population marseillaise.

Je ne puis admettre que l'on invoque de soi-disant impossibilités techniques sachant que, d'une part, d'autres villes, dans d'autres pays, ont résolu le problème de l'accessibilité de leur métro, et que d'autre part, en France, la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées prévoit que les transports en commun doivent être accessibles à tous. (Loi du 30.6.1975 - article 52).

Je m'en déclare donc solidaire de l'action du «Comité pour l'Accessibilité du Métro» pour que soient enfin prises les mesures qui s'imposent.

Signature :

NANCY : POUR LE SOUTIEN AUX 23 LICENCIÉS DE BOURGOGNE-ELECTRONIQUE

Pour affirmer le soutien aux 23 travailleurs de Bourgogne-Electronique, à la veille du 30 juin et populariser largement leur lutte, le Comité de soutien de Nancy a organisé une action sur la place du marché. Distribution de tracts, signature d'une pétition de soutien, vente de maillots et d'auto-collants de solidarité. De nombreux travailleurs et ménagères s'arrêtaient pour discuter, regarder les panneaux. A partir de l'action des 23, nombreux sont ceux qui faisaient le lien entre la répression dans leur boîte. Un postier dira comment la direction revient sur tous les acquis : poids des sacs augmenté, remarques sur les heures de délégations..., licenciement de non titulaires. Un travailleur du bâtiment apportera aussi son témoignage.

Cette action est positive car elle a permis de faire connaître largement la lutte des 23. Une centaine de signatures ont été recueillies, plusieurs maillots et autocollants vendus en solidarité.

Correspondant Nancy

LILLE : RÉPRESSION À LA SÉCURITÉ SOCIALE

A la suite d'une intervention des administrateurs CGT des caisses de sécurité sociale à Lille, en vue d'informer les assurés sur l'avenir de la sécurité sociale, ceux-ci se sont trouvés face à une importante démonstration de forces de la part de l'administration.

La veille, la direction de la CPAM de Lille avait fait installer une sonorisation dans le hall des assurés afin de couvrir les éventuels prises de parole.

Toute la journée, les employés de la caisse ont été étonnés de voir le quadrillage de flics des Renseignements Généraux dans le hall. A l'extérieur, deux cars de flics en tous genres étaient prêts à intervenir. Cette répression n'est pas un fait isolé, mais le fait particulier d'une politique généralisée qui vise à réprimer toute volonté de lutte d'ensemble contre les coups portés par la bourgeoisie à la classe ouvrière.

Correspondant Lille

COMMUNIQUÉ DES PAYSANS DU LARZAC

L'armée n'a pas renoncé à l'extension du camp militaire. Dernièrement, la nouvelle offensive consiste à acheter à plus de quatre fois leur valeur réelle, parcelle après parcelle.

Pour marquer publiquement leur volonté de garder le Larzac, les cent-deux ont occupé, à l'intérieur du camp militaire, le bureau de l'intendant chargé des prospections et ont détruit les dossiers. Vingt-deux d'entre eux ont été inculpés. Dix-huit sont encore en prison et seront jugés vendredi 2 juillet à Millau.

Les paysans du Larzac appellent à une manifestation vendredi à dix heures à Millau.

Les paysans travailleurs sont solidaires des paysans du Larzac. Ils demandent à tous leurs adhérents de se mettre en relation avec les comités Larzac pour organiser le soutien et apporter leur appui aux inculpés.

Ils contestent le droit que se donne l'armée, comme les détenteurs de capitaux, d'accaparer la terre et d'enlever ainsi l'outil de travail des paysans.

ASSOCIATION NATIONALE PAYSANS-TRAVAILLEURS

LUTTES OUVRIÈRES

LES "TRACAS" DE LA COMMISSION EXECUTIVE CGT

La direction de la CGT est en proie à bien des tracasseries depuis quelque temps. Le compte-rendu des travaux de la dernière réunion de la Commission Exécutive que publie «l'Humanité» du premier juillet est révélateur de cette anxiété. De la première à la dernière ligne, ce commentaire est une tentative de justification ; en fait, un recensement de vieilles théories éculées, accompagné d'une manipulation manifeste de certains faits et chiffres et de l'habituelle auto-satisfaction qui caractérise les plumitifs de «l'Huma» et leurs compères de la direction confédérale CGT.

Au nom de l'état-major confédéral, Krasucki se déclare satisfait de la foire exposition de Saint Etienne, baptisée par eux «Rallye des bradés de Giscard». Les perspectives qu'il offre aux travailleurs qui poursuivent leur lutte pendant l'été, c'est... de décentraliser ces initiatives, de faire en quelque sorte, des «mini-rallyes» !

A ceux qui s'étonnent qu'il n'y ait pas eu au mois de juin de mots d'ordre d'action lancés par la CGT et la CFDT, Krasucki répond : «Quand nous décidons d'avoir recours à cette forme de lutte, on nous dit qu'il s'agit d'une grand'messe sans lendemain. S'il n'y a rien, on s'en étonne !» Alors ? Ce sont les «journées d'inaction» qui sont en cause. Dès le lendemain du 13 mai, «l'Humanité» consacrait un éditorial à essayer de convaincre de l'utilité de ces journées. Plus tard, au cours de l'émission «C'est-à-dire» sur Antenne 2, Séguy reprenait les mêmes arguments : «Mais si, ces journées servent l'action revendicative» affirmait-il. La participation de plus en plus réduite à ces journées, les comptes que les travailleurs demandent le lendemain quand ils reprennent le travail, ont obligé la direction confédérale à battre en retraite sur ce point. Mais retraite provisoire et organisée, avec des tentatives de justification.

QUEL RENFORCEMENT POUR LA CGT ?

La campagne de trois millions d'adhérents ! C'est un point sur lequel les gens du PCF qui dirigent actuellement la CGT ont déployé de gros efforts. Le résultat n'est, semble-t-il, pas à la hauteur des espérances. On nous dit que depuis janvier 76, 264 566 adhésions ont été enregistrées. De toute façon, c'est impossible à contrôler.

Mais, pendant que les instances dirigeantes mènent campagne sur le thème du «renforcement de la CGT», que se passe-t-il dans les boîtes ? Le PCF dissout des sections CGT qui ne sont pas d'accord avec le programme commun (comme au centre de tri PTT de Gennevilliers), fait exclure de la CGT les militants qui ne soutiennent pas sa ligne. Le renforcement dont parle Séguy et sa clique, c'est le renforcement du soutien au programme commun.

Cette tactique provoque un autre sujet d'inquiétude pour l'état-major : depuis quelque temps, la CGT enregistre des reculs importants

aux élections professionnelles : 12 % à Renault-Billancourt, 12 % à Chausson Gennevilliers usine H et jusqu'à 19 % à l'usine G. C'est énorme ! L'ordinateur de «la Vie Ouvrière» a beau se livrer à des statistiques-bidon calculées de façon à réduire la

portée de ces résultats, il ne peut masquer cet important recul. Comme le disaient des ouvriers de Chausson au lendemain des élections : «C'est la ligne du syndicat qui ne va pas !» C'est en effet la ligne que le PCF impose à la CGT qui est la cause de cette baisse de popularité. Et, ce qui est le plus grave, c'est que la totalité de ces voix ne se reporte pas sur d'autres syndicats. Une grande partie des ouvriers s'abstient. Le PCF est responsable de la désaffection de cette frange de travailleurs envers le syndicalisme.

Comme caution «d'indé-

pendance», on nous ressort André Laroze, secrétaire confédéral et membre du PS. Ce vieux tour de passe-passe archi-connu ne trompe personne. La réalité, c'est la main-mise, le contrôle à tous les échelons de responsabilité, du PCF sur la CGT. Mais, les brèches s'élargissent. L'état-major a du mal à répondre aux questions qui surgissent sans cesse, aux mises en accusation de plus en plus fréquente, y compris dans les rangs même du PCF.

Cela ressort tout-à-fait clairement du commentaire de «l'Humanité».

Gérard PRIVAT



AUJOURD'HUI ET DEMAIN À FOGÈRES RENCONTRE DES TRAVAILLEURS EN LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE

Deux mois après le succès des journées «portes ouvertes» qu'ils avaient organisées le premier mai dans leur usine, les «Réo» accueilleront à nouveau les usines en lutte contre les licenciements vendredi et samedi à Fougères. Cette rencontre a été décidée conjointement par l'UIB CFDT de Fougères et la Fédération HA.CUI.TEX CFDT. Une rencontre : c'est le but qu'assignent les organisateurs à ces journées où

seront rassemblés les travailleurs de la branche du textile et de la chaussure menacées de fermeture (déjà réunis il y a deux semaines chez Dreyfus à Barbières dans la Drôme), les travailleurs de LIP, de Griffet ainsi que des travailleurs bretons. «Ainsi rassemblés, nous aurons plus de poids pour faire entendre notre voix à ce gouvernement qui reste sourd à nos revendications», nous disait

Cette rencontre commencera aujourd'hui, à 16 h 30, par une assemblée générale d'accueil. Samedi matin, à 10 h 30, une manifestation dans les rues de Fougères précèdera un après-midi de débats, forums et projection de film dans la salle polyvalente de l'usine Réhault et au siège de l'UIB CFDT, rue de Châteaubriant.

Ces rencontres qui se multiplient autour des entreprises en lutte sont propices à de riches débats pour rechercher les moyens d'une offensive d'ensemble, puissante et unie, pour faire reculer la bourgeoisie en crise. C'est pour cela que tous les travailleurs de la région ne manqueront pas d'être présents aujourd'hui et demain à Fougères.

COMMUNIQUÉ

Syndicat National CGT de l'I.N.S.E.E.

Depuis un an, la bourgeoisie intensifie son offensive contre les travailleurs. Il ne se passe plus de jours sans que la police ou les nervis n'interviennent contre les travailleurs en lutte, les droits syndicaux sont bafoués, les syndicats et les militants traînés devant les tribunaux, des militants arrêtés et des perquisitions massives organisées à l'occasion du «complot» sur l'armée, des vitiiculteurs assassinés, des étudiants sauvagement matraqués... Il est clair que la bourgeoisie pour faire face à la crise politique qui menace sa domination, est décidée à aller jusqu'au bout pour faire payer la crise aux travailleurs, pour s'opposer aux revendications, pour briser les justes luttes qu'ils sont amenés à développer.

Cette offensive vise maintenant très directement la Fonction Publique... L'objectif est clair : il s'agit pour la bourgeoisie de s'assurer la fidélité sans faille de son appareil d'État qui lui est plus que jamais indispensable pour mettre en œuvre sa politique de crise contre les travailleurs...

... Nous apportons notre soutien aux autres travailleurs soumis à la répression, aux licenciements arbitraires, aux coups de force de la police. En particulier nous appelons le personnel de l'INSEE à soutenir les luttes des travailleurs de Bourgogne-Électronique, où 23 militants et délégués CGT et CFDT ont été licenciés pour leur participation à une grève, des résidents de la Sona-

cotra dont seize travailleurs immigrés ont été expulsés après une intervention policière sans précédent, pour leur participation à une grève de loyers, et des travailleurs des Câbles de Lyon à Clichy

où trois délégués CGT sont menacés de licenciement après une longue grève.

Syndicat National CGT de l'INSEE
18, Bd A. Pinard - 75014 Paris
Tél. 540 07 02

LAVELINE : LA RÉPRESSION CONTINUE

Le 16 juin, c'était le deuxième procès des militants et délégués des «Filatures de la Vologne» à Laveline (Vosges), accusés «d'entraves à la liberté du

travail». Le tribunal vient de rendre son jugement. Des peines de prison avec sursis de huit ou quinze jours ont frappé ces travailleurs parmi lesquels se trouve le secrétaire départemental de la CGT.

LES CHAUFFEURS DE BUS DÉBRAYENT Il fait chaud dans les bus. Les chauffeurs de «La Villette» sont en grève. La chaleur est

insupportable dans leurs cabines : 60° ! Ils réclament des pauses supplémentaires en bout de ligne.

P.T.T. Liberté pour les travailleurs... ..ou pour le PCF ?

Hier, à 14 h. 30, au ministère des PTT, se tenait le conseil de discipline qui devait statuer sur le cas de trois postiers de Paris-Gare du Nord. Ceux-ci sont menacés de sanctions très graves (une mutation hors résidence et deux mutations dans la résidence) pour avoir tenu un meeting du PCF dans la cour du centre de tri.

500 postiers s'étaient mobilisés pour exiger qu'aucune sanction ne soit prise. Cependant les sections syndicales étaient inégalement représentées, à part des centres comme Brune, Auster, Paris-Nord qui subissent actuellement la répression.

Mais tout ne s'est pas passé comme les dirigeants PCF et PS l'espéraient. Les postiers ne veulent pas donner leur caution à la manière dont le PCF conçoit les libertés.

D'abord, dans la mobilisation. Aux chèques, par exemple, des membres du PCF se sont vu répondre par de nombreuses filles : «vous vous occupez de vos militants, mais que faites-vous contre la pluie de sanctions que nous subissons au moindre prétexte».

Ensuite, sur place, le mot d'ordre «conseil de discipline, organe de répression, abrogation» fut largement repris. Ce mot d'ordre, le PCF fit tout pour l'étouffer, ce qui fit dire à des postiers : «bien sûr, le conseil de discipline, ils veulent le conserver ; s'ils viennent au pouvoir, ils s'en serviront largement».

Quand le PCF lançait «union, action, programme commun», il fut répondu «unité d'action contre la répression».

Quand les flics sont intervenus pour dégager l'entrée du ministère, il fallu plus d'une demi-heure aux dirigeants PC et PS affolés pour arrêter l'affrontement. Aux appels au calme et à la dignité, ils furent interpellés : «qu'est-ce que vous faites contre la répression, pourquoi ne fait-on pas un front de tous les centres PTT».

Ainsi, là où le PC semblait assuré de faire passer la défense de ses libertés, l'aspiration des postiers à une véritable lutte contre la répression, à une unité de tous les centres de tri a pu s'exprimer.

correspondant PTT Paris

Les innovations de la S.N.C.F.

Depuis quelques jours, à la gare de Paris-Austerlitz, quand vous prenez votre billet, des hôtesses souriantes vous donnent un petit prospectus jaune qui dit ceci : «Mme, Melle, M., la SNCF envisage de simplifier les formalités de contrôle des accès aux quais. Dans ce but, elle a choisi la gare de Paris-Austerlitz pour une expérience à laquelle il vous est demandé de bien vouloir participer. Il vous suffira, avant de passer sur le quai, de valider votre billet le jour de votre départ, ou votre ticket de quai à l'aide de l'un des composteurs placés dans la gare ; nous vous remercions de votre participation». Très vite, on comprend qu'il s'agit d'automatiser le compostage des billets et donc de supprimer les emplois équivalents.

C'est ce que nous confirmera une hôtesses, lorsque nous lui demandons :

—«Mais les contrôleurs vont être licenciés !»

—«Oh, dira l'une d'entre elles, s'ils ne le sont pas encore, ils vont l'être».

Non aux licenciements !

INFORMATIONS GÉNÉRALES

suite de la une

APRÈS LA CHAÎNE... LES BOUCHONS

«Le non-étalement des vacances représente un véritable gaspillage national. Il faut que dès 1971, nous prenions un certain nombre de mesures faisant en sorte que les Français prennent l'habitude de répartir différemment leurs vacances».

C'est Giscard qui a fait cette déclaration, en août 1970, alors qu'il était mi-

nistre des Finances. L'efficacité de ces mesures, jugeons-en : en 1965, 13,4 % des départs d'été ont eu lieu entre le 28 juin et le 3 juillet ; en 1975, 25 % des estivants sont partis entre le 28 juillet et le 3 août ; en 1975, c'est 27,1 % d'entre eux qui sont partis à cette même date !

Et Fosset nous serine

maintenant avec «l'aménagement de l'année»...

D'OÙ VIENT L'ÉCHEC DE L'ÉTALEMENT

Ce sont principalement les travailleurs qui souffrent de cette situation, eux qui doivent s'entasser dans les campings, qui feront des centaines de kilomètres pare-choc con-



TOUS À MALVILLE

A 60km de Grenoble, près de Morestel, un joli village sur le Rhône, Malville va recevoir un joli cadeau : UN SURRÉGÉNÉRATEUR NUCLÉAIRE

Cette centrale nucléaire sera le premier surrégénérateur expérimental de cette puissance au monde. Ce qui signifie que Malville renfermera 4 à 5 tonnes de plutonium, beaucoup plus qu'une centrale nucléaire conventionnelle. Or le plutonium est la substance la plus toxique que l'homme ait jamais fabriquée, puisque «1 millionième de gramme suffit à tuer un homme» (Professeur Kowarski).

Malville renfermera aussi 5 000 tonnes de sodium liquide. Or on ne sait pas éteindre un incendie de plus de 260kg de sodium !

Un surrégénérateur peut faire explosion, ce qui n'est pas le cas d'une centrale nucléaire conventionnelle. Aujourd'hui les experts en sont à calculer la résistance de la cuve pour qu'elle résiste à la première explosion (appelée «excursion primaire»), mais personne n'espère qu'elle résistera aux suivantes...

Sans compter tous les autres dangers communs à tous les types de centrales, pollutions thermique et radio-active, déchets radio-actifs qu'il faut stocker (pour le plutonium pendant des dizaines de milliers d'années). Pour savoir où les mettre, si vous avez une idée, faites le savoir aux experts : ça les aidera. Si ces déchets se répandent, si vous en avalez dissous dans l'eau ou les aliments, personne ne peut dire quels effets ils auront sur vos organes, sur vos cellules reproductrices... des risques pour les générations futures.

Nous a-t-on consulté(e)s pour dépenser ces 5,5 milliards de francs actuels (pour l'instant...), équivalents au prix de plusieurs centaines d'hôpitaux ou de plusieurs milliers de crèches ?

Les Américains renoncent pour le moment à construire un surrégénérateur d'une telle taille, estimant que les dangers sont trop grands.

Il y a 150 000 habitants dans un rayon de 20km autour de Malville.

NOUS SOMMES DES COBAYES !

Pourtant, pour avoir de l'énergie, il n'y a pas que la chaleur nucléaire ! Si on le voulait, avec tous ces milliards, on pourrait utiliser d'autres sources d'énergie moins dangereuses ; eau chaude existant dans la terre, chaleur du soleil, énergie du vent, charbon, pétrole, gaz.

De plus, qui a décidé que nous avions besoin de tant d'énergie ?

NOUS NE VOULONS PAS DU SURRÉGÉNÉRATEUR DE MALVILLE !

A partir du 3 juillet, nous serons des dizaines de milliers à occuper le site de Malville, sans violence, mais activement.

Si Malville se construit, alors suivront un 2^e surrégénérateur à Malville, deux autres plus puissants encore à Chalon sur Saône et par la suite un surrégénérateur par an.

QUAND LA POPULATION SE MOBILISE, LE POUVOIR ET L'EDF RECULENT

Ce fut le cas à Port la Nouvelle en 1975 ; en Bretagne à Plogoff, en Moselle à Cattenom. De même à Whyll en Allemagne, à Kaiseraugst en Suisse, presque partout aux USA.

Coordination antinucléaire grenobloise

«L'OFFICE DU VIN, C'ÉTAIT DE LA FUMISTERIE»

Le départ des «syndicalistes viticoles» de l'Office du vin correspondait à l'évidence à la volonté des viticulteurs. La création de l'Office, au mois de mars était apparue à tous comme une tentative du gouvernement d'étouffer la lutte viticole, après Montredon. Obligé de céder quelque chose, le gouvernement avait choisi de mettre à une même table le négoce et les viticulteurs (ou plutôt les représentants du syndicalisme officiel) en prétendant faire pression sur le négoce. S'il pouvait y avoir quelques illusions, elles sont vite tombées.

Jean L'Huillet, un responsable des Comités d'Action Viticole (CAV) nous disait : «On n'en attendait pas grand chose de cet Office, c'était une fumisterie. Mais par rapport aux viticulteurs d'au-

trefois, il fallait en faire la démonstration. Refuser d'y aller n'aurait pas été compris par tous. Alors les viticulteurs ont dit aux syndicalistes viticoles : on vous laisse y aller. Mais en deux mois et demi, rien ne s'est passé, bien au contraire, puisque les cours du vin sont encore plus bas que ce qu'ils étaient. La démonstration était faite, l'expérience avait assez duré. Lundi, lors de la réunion du Comité d'Action, on a décidé de demander aux représentants viticoles d'en partir. Les syndicalistes (Maffre Baugé, Benêt...) ont suivi. Mais si certains étaient restés, les viticulteurs n'auraient pas hésité à les considérer comme complices du pouvoir».

Romain, autre responsable des CRAV nous déclarait : «Pour certains d'entre nous, cette décision aurait dû inter-

venir plus tôt. Mais c'est une bonne chose qu'ils l'aient faite.»

«On s'apercevait que le pouvoir voulait gagner du temps. Il proposait des accords entre le négoce et les viticulteurs. En trois mois, on s'est aperçu que le négoce n'a rien fait. L'État s'est déchargé de ses responsabilités en disant : entendez-vous entre partenaires, or on sait bien que le négoce a toutes les cartes en main.»

La colère monte chez les viticulteurs, ce départ en est la preuve. La police quadrille toujours le Languedoc. Cela n'empêchera pas la lutte. Dans le mouvement viticole, on pense profiter de l'invasion touristique qui se prépare pour expliquer largement leur lutte aux travailleurs de passage.

Encore un mort au 7^e chasseur (Arras)

C'est dans le cadre de l'exercice Nord 76 qu'un appelé du septième RC a trouvé la mort. Cette manœuvre avait pour but de quadriller la région avec l'aide de la gendarmerie : exercice de DOT, donc, tourné vers cet ennemi intérieur non nommé. Occasion de plus de demander la collaboration des populations et d'habituer les gens à la présence de l'armée, comme ce fut le cas au printemps pour les manœuvres nationales dans le midi et le centre.

Le comité de soldats du septième RC écrit :

QUAND LA P.J. DÉPOSE LES ARMES

Les policiers de la P.J. ont décidé hier de laisser leurs armes dans les commissariats. Ils entendaient ainsi protester contre l'ouverture par le parquet d'une information judiciaire après la mort plus que suspecte de l'employé de banque de Fontenay, visité par des inspecteurs de la P.J.

Les flics de la P.J. protestent contre le fait que l'information judiciaire ne mentionne pas «qu'ils étaient en légitime défense quand ils ont tiré sur M. Bapedou», et ils exigent que leurs supérieurs et Poniatowski prennent position pour eux.

De toute évidence, un tel mouvement de la P.J. n'est pas pour déplaire au ministre de l'intérieur, toujours prêt à vanter les mérites de sa police et à réclamer l'extension de ses moyens. L'action des flics et de la police judiciaire s'intègre parfaitement à cette «campagne sur la sécurité des Français» si chère à Giscard.

«Il y a deux mois le même accident s'était produit ; J.L. Bauné, vingt ans, mourrait écrasé sous son AML. La hiérarchie essaie de faire accrédié l'erreur de pilotage. Elle rejette dans les deux cas toute responsabilité. Une commission d'enquête a été nommée avec un représentant du constructeur de l'AML (Panhard). On le voit très bien dénigrer son matériel ! On sait très bien ce qu'il faut attendre de ce genre d'enquête... Il faut briser le mur du silence et exiger des

enquêtes civiles, seul moyen d'obtenir la vérité».

Le comité, dans un tract rappelle que le septième RC a eu, en cinq mois, cinq morts : deux par maladie, dans des conditions bizarres, un suicide, et deux «en service commandé». Le premier mort sous son AML est resté trois heures avant d'être déchargé. Le tract poursuit : «L'armée tue, car pour elle le respect des mesures de sécurité c'est de l'argent et du temps de perdu».

LA CAMPAGNE ANTI-JEUNE FAIT UN MORT

Dominique Chainay, quinze ans, est mort. Une balle de 22 long rifle, tirée par un retraité de 68 ans, l'a tué net. Avec ses amis, ils passaient leurs soirées à discuter, à s'amuser, dans un quartier de pavillons, à Montreuil-sous-Bois. «Cela faisait du bruit» disent certains habitants. Un retraité, cardiaque et particulièrement irascible demande à son genre de lui procurer une carabine. Mardi soir, il est sorti avec. Dominique n'a pas cru à la menace.

Ce n'est pas la première fois que la haine vis-à-vis des jeunes en arrive au meurtre. Peut-être nous parlera-t-on

de «fossé entre les générations... Autant d'écrans autour du vrai problème. Il suffit de lire le Parisien Libéré, d'écouter Poniatowski pour comprendre. Le jeune, et tout particulièrement le jeune issu de familles populaires est dépeint comme un assassin en puissance, meurtrier de vieillards et casseur de vitrines. Et ce sont les mêmes qui n'hésitent pas à appeler au meurtre «légal», que ce soit par la justice, ou directement par la police contre ces «délinquants» qu'ils fabriquent. A Montreuil, l'appel a été entendu.

Le drame de Montreuil-sous-Bois La bande à Dominique persécutait le vieil homme

Le journal «France-Soir» s'est particulièrement distingué à propos de l'assassinat de Dominique. Sous ce titre révoltant (le meurtrier présenté en victime), on lit : «Ils» sont arrivés avec leurs vélos, leurs motos, leurs cris, leur agressivité. «Ils», ce sont les jeunes, dont les vélos et les cris «justifient» le

meurtre. La conclusion, citant des habitants anonymes, est révélatrice : «Nous avons réclamé des rondes de police, mais on manque d'effectifs. Alors, ils sont restés maîtres de la rue, menaçants». Poniatowski a sur qui compter...

Paul GAUVIN

INTERNATIONAL

LIBAN

LA BATAILLE DE TELL ZAATAR SERA LE CIMETIÈRE DES CONSPIRATEURS

Le camp de Jisr el Bacha est le point le plus faible de toutes les défenses palestiniennes et progressistes dans Beyrouth. Il a fallu neuf jours aux forces réactionnaires venues de tout le pays pour le soumettre. Elles ne pourront vaincre Tell Zaatar, que si l'armée syrienne leur apporte directement son concours. Celle-ci a lancé des attaques à Saïda, utilisant même ses missiles soviétiques contre la ville qui a héroïquement résisté à l'invasion. Dans le Nord, de violents combats l'opposent aux forces patriotiques, libanaises et palestiniennes. L'armée syrienne empêche toutes les forces de se porter au secours de Tell Zaatar. Les troupes syriennes tirent au canon de 155 contre les positions palestiniennes dans le Mont Liban.

LES CASQUES VERTS A NOUVEAU A BEYROUTH ?

Le conseil de la Ligue Arabe réuni au Caire a décidé que les casques verts devaient se rendre de toute urgence au Liban, notamment les unités séoudiennes et soudanaises, qui, selon les forces progressistes libanaises ont été volontairement bloquées à Damas. Les nouveaux casques verts, qui sont partis de Damas par la route dans la journée d'hier n'ont guère de chance de pouvoir réussir dans leur mission de faire respecter le cessez-le-feu : ils sont entièrement dépendants de l'armée syrienne.

LES ETATS-UNIS «ATTENDENT»

Au cours de son voyage à Paris, Kissinger a rencontré les diplomates américains au Moyen Orient et leur a indiqué que les Etats-Unis avaient décidé d'attendre que la situation soit «clarifiée» selon les termes de Kissinger. Ils ont tout fait pour que les Phalanges puissent lancer leurs attaques contre Tell Zaatar. Leur attente est d'ailleurs très active : au Conseil de Sécurité, ils ont opposé leur veto à une résolution

qui affirmait les droits des Palestiniens à l'auto-détermination, à l'indépendance nationale et à la souveraineté en Palestine. Leur attente, c'est l'espoir que la résistance sera assassinée sous les coups des Phalanges et de l'armée syrienne. Mais elle résiste au Liban, elle est soutenue par tout le peuple palestinien dans les territoires occupés. Le silence soviétique ne cache-t-il pas la même attente, le même espoir de pouvoir trouver dans les combats du Liban, les moyens de s'imposer dans la région ?

AIRBUS À KAMPALA : ULTIMATUM REPOUSSÉ À AUJOURD'HUI

Le commando qui détient les otages de l'Airbus d'Air France dans l'aéroport de Kampala, capitale de l'Ouganda a décidé de repousser de trois jours son ultimatum. C'est aujourd'hui que celui-ci expirera et non hier midi comme prévu initialement.

Deux faits ont marqué la journée d'hier : le commando a libéré une centaine d'otages, femmes et enfants qui ont affirmé avoir été bien traités dans de telles circonstances. Selon des témoignages de ces personnes, les membres du commando seraient européens. Il ne resterait que des otages de nationalité israélienne. Le second fait est plus important : pour la première fois, Israël serait près de céder. Ce

serait la première fois depuis des années : au cours des prises d'otages précédentes, l'armée israélienne n'a pas hésité à assassiner elle-même les otages pour ne pas céder, ou à les laisser assassiner par les polices des pays où la prise d'otage était effectuée. Qu'on se rappelle le massacre des jeux olympiques de Munich, par exemple.

La prise d'otages de Kampala pose avec insistance la question : qui sert-elle ? En tout cas, ce qui sert de moyens d'informations en France, presse, radio, télé, l'utilise pour combler leur rubrique internationale et faire un silence complet, ou presque, sur le massacre, sur la tentative de réduire la Résistance Palestinienne au Liban.

PALESTINE OCCUPÉE :

GRANDE MOBILISATION DE SOUTIEN À LA RÉVOLUTION PALESTINIENNE

En Palestine, le peuple palestinien sous l'occupation continue à manifester sa solidarité avec les masses libanaises et palestiniennes au Liban. Les manifestations ont continué dans la plupart des villes de Cisjordanie, Tulkarm, Naplouse, Al-Khalil et Kalkilya. Les villages participent aussi à cette mobilisation. Des manifestations ont eu lieu dans un certain nombre de villages et la plus importante fut celle de Beit Lid, près de Tulkarm. A Tulkarm, les manifestations ont duré plus de trois jours, les magasins étaient fermés ; pendant les précédentes manifestations de Naplou-

se, un enfant, Adel Abu Abid a été sauvagement frappé par l'armée d'occupation. Sa situation est critique.

Toutes les villes et villages se sont mobilisés pour envoyer du secours aux masses libanaises et palestiniennes qui affrontent actuellement l'offensive la plus féroce des forces vendues à l'impérialisme. De larges campagnes de mobilisation sont faites et, dans un grand nombre d'endroits, des comités de secours ont été formés pour collecter du matériel, soit de l'argent qui sera envoyé à la Croix Rouge internationale à Genève, qui transmettra au Crois-

sant Rouge Palestinien la valeur en nature au Liban, soit en nature que la Croix Rouge fait passer au Croissant Rouge par la frontière. Les sionistes sont vraiment inquiets de cette agitation qui montre une fois de plus l'unité du peuple palestinien, qu'il soit à l'intérieur ou à l'extérieur de la Palestine occupée.

Les journaux palestiniens de Cisjordanie rendent compte tous les jours de la situation militaire et politique au Liban et affirment clairement leur soutien total à la Révolution Palestinienne et au mouvement patriotique libanais. Ils attaquent continuellement le régime syrien et les forces réactionnaires libanaises.



Tous à la fête pour le 1^{er} anniversaire de l'indépendance des îles du Cap Vert

A partir de 20 h 30 samedi 3 juillet Cartoucherie de Vincennes dimanche à partir de 13 H, 81 rue de la Plaine Métro Maraichers

UNE BANQUE SOVIÉTIQUE À SINGAPOUR

La «Moscow Narodny Bank» est en difficulté. Cette filiale de la banque anglaise du même nom détenue en réalité par l'Etat soviétique était devenue en quelques années la première banque de ce paradis financier qu'est l'Etat de Singapour ; pas de taxes, une grande concentration financière, bref, la grande place financière de l'Asie du Sud Est.

Ouverte en 1971, la Narodny Bank s'est lancée dans des prêts et des investissements nombreux dans toute l'Asie du Sud Est. Elle s'installe dans tous les pays l'un après l'autre : en Indonésie dès 1972, en Malaisie, à Hong Kong, n'hésitant pas à violer les «lois» financières de ces pays pour s'installer. Les difficultés qu'elle connaît actuellement sont liées aux accusations qui lui sont portées pour ces violations ; mais il est trop tard : la nouvelle banque a une gran-

de puissance financière et par son intermédiaire, les capitaux d'Etat soviétiques prennent racine en Asie du Sud Est, dans les pays les plus dominés par le capital occidental. De ce fait la présence soviétique est assurée au niveau même des gouvernements entièrement soumis à la haute finance internationale, qui pillent leurs pays.

● URSS : Selon les services de renseignements français, la marine de guerre soviétique dispose de cinquante huit sous-marins lance-missiles à propulsion nucléaire. Chacun dispose de douze à seize missiles. Trente quatre de ces bâtiments ont été lancés entre 67 et 74, seize depuis 74. Les Etats-Unis disposent de quarante et un sous-marins, la Grande-Bretagne de quatre, la France de trois.

DÉVELOPPEMENT DE LA LUTTE ARMÉE AU ZIMBABWE (RHODÉSIE)

Récemment, une unité de guerilleros des forces patriotiques de la région montagneuse de Boumi a attaqué un aéroport militaire. Cette unité a pu s'installer dans l'aéroport et placer des bombes dont l'explosion a détruit trois avions et tué de nombreux mercenaires du régime. Ces derniers jours, de nombreuses opérations ont été organisées : le chemin de fer, reliant la ville orientale d'Umbal à la capitale Salisbury a été miné ; une autre ligne de chemin de fer stratégique a sauté dans la région de Plumtre. De nombreuses embuscades ont été tendues aux patrouilles ennemies, même à 30km de la capitale.

MOZAMBIQUE : ENCORE UNE ATTAQUE RHODÉSIE

Seize civils mozambicains ont été massacrés par l'armée rhodésienne qui a attaqué le village de Mapai, à cinquante kilomètres de la frontière, à l'aide de bombardiers et d'hélicoptères de transport de troupes, a annoncé la radio mozambicaine.

● DROIT DES MERS : Plusieurs Etats d'Amérique du Sud, le Mexique, le Costa Rica et le Guatemala ont décidé l'établissement d'une zone économique de deux cents milles marins au-delà de leurs côtes. Ils se réservent la protection et l'exploitation des ressources naturelles, minérales et biologiques de cette zone.

● CHINE-NÉPAL : Une route de montagne passant par la chaîne de l'Himalaya vient de relier Lhassa, chef-lieu de la région autonome du Tibet à Katmandou, capitale du Népal. La construction de cette route, faite en coopération par les deux pays doit permettre de resserrer les liens d'amitié et de développer les échanges économiques entre la Chine et le Népal.

● OUA : La république nouvellement indépendante de l'archipel des Seychelles vient d'être admise au sein de l'Organisation de l'Unité Africaine.

CATHERINE LEVY COLLABORATRICE DE «LIBÉRATION» PRISONNIÈRE EN ISRAËL



Catherine Lévy, que l'on voit ici à sa sortie du tribunal de Haïfa, entraînée par la police qui l'empêche de parler à son avocat, est maintenue au secret pour quinze jours. La police israélienne refuse de dire ce qu'elle lui reproche. Collaboratrice du journal «Libération», elle s'était rendue en Israël pour poursuivre une étude commandée par le CNRS sur les rapports de travail en Israël.

INTERNATIONAL

Pologne :

DEUX ASSASSINATS DE GIEREK PENDANT LES MANIFESTATIONS CONTRE LES HAUSSES DE PRIX

Deux manifestants ont été assassinés au pied d'une barricade, ont avoué les autorités polonaises au cours d'un meeting tenu dans la ville de Radom où se sont déroulés les plus violents affrontements entre la police de Gierk et les ouvriers qui manifestaient. Le maire de cette ville a violemment attaqué les manifestants qui avaient assiégé le siège du parti révisionniste, les traitant de *Hooligans en état d'ébriété et de femmes hystériques*. L'aveu est de taille : ce bourgeois a été effrayé par la colère des ménagères et des ouvriers. Il se comporte, il parle comme un vulgaire Poniatowski. Comme lui, il annonce une violente répression contre les manifestants, dont un grand nombre s'est déjà vu condamner. Et ce maire zélé rend pour conclure hommage à la milice, «à son exceptionnelle retenue», qui a permis de rétablir l'ordre, c'est-à-dire d'assassiner deux manifestants, d'en blesser

des dizaines d'autres. Combien d'ouvriers ont été assassinés dans toute la Pologne, dans les villes où les maires n'ont pas le franc cynisme de cet individu ?

Les forces politiques bourgeoises traditionnelles ont saisi l'occasion pour s'exprimer dans une lettre ouverte qui dit notamment : «*Les événements récents montrent que sous le système en vigueur, la seule façon dont s'exprime la pensée réelle des citoyens est la dangereuse explosion du mécontentement social*». Ce que ces messieurs reprochent à Gierk est d'être inefficace, de laisser le mécontentement social s'exprimer. Ce qu'ils veulent, c'est quelque chose comme un système parlementaire occidental. Ce n'est pas la voie qu'adoptent les travailleurs polonais. Dès 1970 à Gdansk, ils affirmaient la volonté et la nécessité de la dictature du prolétariat.

O.U.A. : A propos de Mayotte

NOUVELLE CONDAMNATION DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Au conseil des ministres de l'O.U.A. (Organisation de l'Unité Africaine), la commission d'enquête sur les Comores a déposé son rapport. Cette commission a dénoncé l'occupation illégale par l'impérialisme français de l'île de Mayotte, qui fait partie intégrante des Comores. Elle a souligné un certain nombre de faits scandaleux : l'existence d'une base militaire sur l'île, l'expulsion des citoyens des Comores qui refusent l'occupation, les mariages forcés de femmes de Mayotte avec des légionnaires.

De plus, en guise de repré-

sailles contre les protestations du gouvernement des Comores, l'impérialisme français a annulé tous les projets d'aide en cours. Au moment où Giscard, pour préserver et développer l'influence française en Afrique, prétend «*tendre la main*» aux peuples de ce continent, l'O.U.A. a donc successivement condamné l'aide de l'impérialisme français aux gouvernements racistes, la politique néo-coloniale menée à Djibouti, l'occupation de Mayotte. Il semble qu'un diplomate français venu suivre les travaux de l'O.U.A. se soit fait vertement éconduire.

Iran : dix assassinats

LE CHAH NE FAIT PAS DE PRISONNIERS

Chaque semaine nous parvient la nouvelle de l'assassinat de patriotes iraniens sous les balles de la police et de la SAVAK (police politique).

Le mardi 29 juin, la radio iranienne a annoncé un accrochage violent et armé qui aurait duré quatre heures. Dans l'avenue Mehr-Abad du Sud. Selon cette radio, la police aurait abattu dix militants (soixant «terroristes») qui habitaient dans la clandestinité une maison de cette avenue. Seuls les noms de six d'entre eux ont été révélés par le régime.

Ce sont : Hamid Ashaf (militant éminent de l'organisation des Guérilleros

Fedayins du Peuple, recherché par la police depuis cinq ans), Mohammad Reza Yasroubi, Mohammad-Hosseïn Haghnava, Youssef Bidjari, Mohammad Hennapipour, Tahéré Khorram (jeune femme).

Nous rappelons que ces derniers jours d'autres militants révolutionnaires étaient assassinés en pleine rue. Le dimanche 20 juin, c'étaient deux patriotes (Ali Rahimi, Ali Abadi). Le mercredi 23, trois autres révolutionnaires (Nastaran Al-Agha, Golokh Mahdavi - deux jeunes femmes et Hamid-Zeza Hezarkhri) qui ont succombé sous les balles de la SAVAK. Ces quinze

assassinats en dix jours font suite à plus de soixante crimes commis par le régime iranien depuis janvier 76.

Le terrorisme du régime fasciste du Chah ne connaît plus de bornes et la répression s'accroît à un rythme accéléré.

Nous alarmons une fois encore les forces démocratiques et progressistes françaises face à cette situation et les invitons à protester vivement contre ces assassinats en exprimant leur indignation auprès des autorités iraniennes.

Communiqué de l'UEIF le 30/6/76

LA HAUSSE DES PRIX N'EST PAS INÉVITABLE

LES PRIX EN CHINE SOCIALISTE

Ce qui se passe actuellement en Pologne, et les nombreuses informations qu'on peut avoir sur le chômage et l'inflation qui sévissent en URSS et dans les pays prétendument socialistes de l'Europe de l'Est, tout cela confirme le fait que c'est bien le système capitaliste qui régnait dans ces pays : toutes les tares de cette économie, tous les symptômes de la crise de l'impérialisme s'y manifestent. Mais, il ne suffit pas de constater cela : il faut opposer la véritable alternative du socialisme aux falsifications révisionnistes qui accèdent l'idée que la hausse des prix est inévitable, au scepticisme des travailleurs qui se demandent si on peut vraiment éliminer le chômage et l'inflation. C'est ce que nous allons essayer de faire aujourd'hui en montrant comme en Chine socialiste, le pouvoir des ouvriers et des paysans garantit la stabilité de la plupart des prix, la baisse de certains, l'augmentation du pouvoir d'achat des masses populaires.

Avant la Libération, et plus particulièrement pendant la guerre civile et la guerre anti-japonaise, le pouvoir d'achat des masses chinoises avait considérablement baissé (pour

ment de la République populaire de Chine prend une série de mesures qui vont stopper l'inflation. Depuis les prix de vente des articles de première nécessité (céréales, coton-

ustensiles ménagers) baissent progressivement. Les prix des médicaments ont baissé de 80 % depuis 1950, (ils sont le plus souvent remboursés à 100 % par la sécurité sociale). Le prix du gaz de ville a été baissé à la suite du développement de l'industrie pétrolière. Les charges (eau, transports, électricité, loyer) n'augmentent pas : le loyer ne représente en général que 3 à 5 % du salaire.

COMMENT EST-CE POSSIBLE ?

Des résultats aussi remarquables ne sont possibles que par un contrôle et une planification de l'Etat socialiste. Ce n'est pas le profit, la spéculation, la loi de l'offre et la demande qui déterminent et orientent la production, comme dans les pays capitalistes, mais les besoins des mas-

Dans le même esprit, on a développé les communes populaires maraîchères autour des grandes villes comme Pékin, l'hanghai, Canton. Les aléas du climat (excuses constantes des échecs de l'agriculture en URSS) ne sont pas considérés en Chine comme une fatalité : ils ont été considérablement diminués par de gigantesques travaux d'irrigation dans tout le pays, et d'importantes réserves de grains qu'on montre fièrement dans les communes populaires permettent de ne plus craindre les famines, fréquentes avant 1949.

La stabilité des prix des produits agricoles ne signifie pas que les revenus des paysans soient limités : au contraire, si l'on prend l'exemple des céréales, leur prix d'achat aux paysans a doublé par rapport à 1950, tandis que leur prix de vente au détail n'a pas changé. En effet l'Etat fournit pour les céréales, comme pour beaucoup de produits alimentaires, plusieurs milliards de yuans en subventions : c'est l'Etat socialiste qui prend en charge les frais de stockage, transport, transformation et distribution.

Une économie socialiste fondée sur les besoins des masses et sur le principe de «compter sur ses propres forces» ne connaît pas non plus les graves problèmes d'une économie capitaliste comme celle de la Pologne dont le «développement» est fondé sur l'exportation et la dépendance par rapport à l'impérialisme. En Chine, les exportations et les importations sont contrôlées et planifiées en fonction des besoins et des possibilités du peuple. Par exemple, on ne va pas exporter un produit de première nécessité, comme c'est le cas pour la viande de porc en Pologne (produite en grande quantité, mais manquant dans le commerce). C'est pour assurer un développement harmonieux et autonome du pays que le peuple chinois s'est mobilisé pour trouver du pétrole en Chine, en particulier à Taking, alors que les impérialistes et sociaux-impérialistes n'avaient qu'il puisse y en avoir dans le sous-sol du pays. Une économie réellement indépendante est donc aussi la condition d'un accroissement du niveau de vie des masses, car les prix peuvent demeurer stables, en dépit des fluctuations du marché international.

En donnant au peuple la maîtrise de l'économie, qui seule permet un développement harmonieux et la satisfaction des besoins des masses, le socialisme en Chine et en Albanie, montre que les tares du capitalisme ne sont pas des phénomènes inévitables.



cent yuans en 1937, on pouvait avoir deux bœufs, en 1945, deux œufs !) Dès la Libération, le gouverne-

nades, sel, charbon) se maintiennent et n'ont pas changé aujourd'hui tandis que pendant la même période, les salaires ont augmenté de 50 %, de très nombreuses réalisations sociales (crèches, hôpitaux, écoles) ont été faites sans qu'il y ait d'impôts sur le revenu des travailleurs.

Par exemple, le salaire moyen étant de soixante yuans, le kilo de farine coûte 0,36 yuan, le kilo de riz 0,28 yuan. Le porc se vend dans les grandes villes à 1,8 yuan le kilo. Le prix du kilo de légumes est de l'ordre de 0,080 yuan le kilo. Il y a une diversification constante des produits, une grande régularité de l'approvisionnement et une amélioration constante de la qualité : il suffit de se promener dans les rues et de voir les étalages pour le constater. Alors qu'en URSS et dans les pays de l'Europe de l'Est, il y a constamment des problèmes de ravitaillement (Brejnev a institué récemment le «jour sans viande»).

Les prix des produits manufacturés d'usage courant (postes de radio,

ses : les articles de consommation courante (alimentation, vêtements, etc) sont donc produits en priorité ; la valeur globale des ventes au détail de ces produits a été multipliée par six de 1952 à 1973. C'est également en fonction des besoins et des priorités des masses populaires que sont fixés les prix.

Le problème crucial du ravitaillement dans la Chine ancienne était celui des céréales : certaines régions en produisaient, d'autre pas du tout. Cela entraînait de grandes disparités, un approvisionnement irrégulier, des famines. Les capitalistes faisaient payer cher le transport et spéculaient. Depuis la Libération, la politique préconisée par le Président Mao a été «axer le développement de l'agriculture sur les céréales». Chaque région a dû, compte-tenu de ses possibilités, développer les céréales dans un premier temps, et ensuite diversifier sa production. Ainsi aujourd'hui, chaque région s'approvisionne principalement en comptant sur ses propres forces.

A la suite de la conférence de presse de l'OC-GOP et de l'OC-Révolution, qui s'est tenue mardi dernier après les congrès respectifs des deux organisations, nous avons rencontré Alain Juillet de l'OC-GOP et Henri Maler (OC-Révolution) à qui nous avons posé plusieurs questions sur la situation actuelle, les exigences de la lutte de classe et l'unité des révolutionnaires.

INTERVIEW D'ALAIN JUILLET (OC-GOP) ET DE HENRI MALER (OC-RÉVOLUTION)

Alain Juillet : un front des travailleurs face à la crise n'existera vraiment que si la gauche de ce front en prend la direction. C'est seulement si les révolutionnaires et plus largement la gauche ouvrière, prennent la direction en matière de propositions, d'objectifs, de formes de luttes et d'organisation vis-à-vis des larges masses qu'ils pourront entraîner avec eux dans la bataille pour les intérêts immédiats des travailleurs face à la crise, non seulement les travailleurs qui parlent d'une stratégie de débordement (ceux qui pensent que les réformistes sont des socialistes qui ne s'en donnent pas les moyens, qu'il suffirait de les « pousser » un peu) mais même la base du révisionnisme et de la social-démocratie. Cela découle de l'analyse que nous avons faite, il y a maintenant deux ans de la contradiction principale à l'heure actuelle et de l'objectif principal : chasser l'état-major de crise de la bourgeoisie, chasser Giscard-Chirac ; et de l'analyse faite à l'hiver et au printemps derniers de la capitulation provisoire de l'aile droite ou du camp populaire qui s'oppose à Giscard (c'est-à-dire les réformistes). Je crois que c'est l'acquis de nos deux congrès : c'est la responsabilité intégrale de la gauche ouvrière, et des révolutionnaires en son sein, de prendre elle-même la tête de la construction du front face à l'équipe Giscard-Chirac, face à la gestion bourgeoise de la crise, sur les objectifs fondamentaux (le refus des licenciements, le revenu garanti, les 2 000 F mini, les 300 F pour tous, les 35 heures sans perte de salaire...)

Le PCR a l'issue de son 2ème congrès a fait connaître sa proposition d'engager la constitution d'un front de lutte contre la crise ? Qu'en pensez-vous ?

Alain Juillet : Nous en avons été extrêmement satisfaits dans la mesure où c'était précisément une critique que nous portions à la ligne générale du PCR de ne rien préciser sur les échéances de la période. Aussi nous avons dit à ce congrès que nous étions d'accord à 99 % avec les objectifs politiques tels que les définissait une tribune du Quotidien du Peuple qui disait que l'heure était d'agir en front pour la défense des intérêts matériels des travailleurs face au gouvernement le plus féroce depuis la Libération. Nous sommes donc à 99 % d'accord avec cette définition c'est-à-dire sur :

1° quel est le contenu de la lutte contre la politique de crise.

2° quelle est la cible : le gouvernement !

3° qui est impliqué dans ce front (et le PCR définissait les limites potentielles de ce front : les ouvriers révolutionnaires, les ouvriers partisans de la stra-

Vous résumez l'appréciation que vous faites de la situation politique actuelle dans une déclaration commune selon laquelle : « A l'heure où la bourgeoisie poursuit son offensive pour faire payer la crise aux travailleurs et accentue pour cela le caractère répressif de son Etat.

à l'heure où les directions réformistes veulent que les travailleurs mettent l'arme aux pieds, en attendant 78, confiantes dans leurs futurs succès électoraux et soucieuses que le développement du mouvement populaire ne vienne pas compromettre leurs marges de manœuvres pour collaborer avec la bourgeoisie,

Les révolutionnaires doivent construire une alternative cohérente, combattre l'attentisme, unifier et généraliser les luttes, préparer une contre offensive d'ensemble des travailleurs, avec comme objectif politique la chute du régime en place, la chute de Giscard-Chirac ».

Pouvez-vous préciser en quoi consiste, dans cette situation, la responsabilité des révolutionnaires ?

tégie de débordement, et les ouvriers encore réformistes ou révisionnistes mais contraints à la lutte sans attendre les élections de 78).

Alors quel est le 1 % car, en définitive tout tient dans ce 1 %. D'une part, nous ne connaissons pas les modalités de ce front qui est proposé. D'autre part, il y a quand même une grande absente, c'est la question institutionnelle. Nous pensons - et nous le disons depuis un certain temps - que, dans une période d'intensification des affrontements de classe, dans une situation de crise générale de l'impérialisme, l'arrivée des réformistes au gouvernement, comme sanction de l'incapacité manifeste des formes traditionnelles de la domination bourgeoise à se perpétuer, serait pour nous une bonne chose. Pour deux raisons. D'abord elle aggraverait encore l'instabilité de la domination bourgeoise dans la mesure où existent des contradictions objectives d'intérêts entre les réformistes et les partis officiels de la bourgeoisie (c'est particulièrement vrai pour les révisionnistes du fait du caractère distinct de leur projet de capitalisme d'Etat). Ensuite, la présence au gouvernement des réformistes peut donner l'occasion que le mouvement de masse s'oppose, pour la première fois de façon aussi claire, et à une vaste échelle, à la politique bourgeoise du révisionnisme.

Afin que nos lecteurs puissent avoir une vision concrète de vos remarques, de quelle façon aujourd'hui, dans telle ou telle lutte, participez-vous à la construction de cette nécessaire riposte face à la politique de crise ?

Alain Juillet : On peut prendre l'exemple de la coordination de Besançon. Il est clair que les camarades qui dirigent la section CFDT de Besançon qui sont principalement au PSU sont globalement des camarades que l'on pourrait appeler comme étant de la gauche de ce front. Ce sont des camarades qui veulent sincèrement résister, qui refusent la ligne de capitulation. Mais d'un autre côté, ils hésitent à se donner les moyens d'autonomie qui leur permettraient d'affirmer clairement une ligne de résistance face à la ligne de capitulation de la direction confédérale.

C'est à dire que dans chaque situation où les tenants de la ligne de capitulation, (c'est-à-dire les lignes capitulaires qui dirigent la CFDT confédérale) risquent de s'opposer violemment à eux, ils préféreront éviter le combat.

Voici un exemple de situation où nous ne partageons pas les orientations des camarades de Besançon et où pourtant nous pensons qu'ils ont un rôle extrêmement important à jouer pour la construction d'un front face à la crise ne serait-ce qu'à cause de l'importance de ce qu'a pu représenter la lutte de LIP pour l'émergence de la gauche ouvrière en 1973.

Dans ce cas là, premièrement nous faisons des propositions, nous discutons clairement et sans aucune concession avec eux. Deuxièmement à partir du moment où nous n'avons pas pu les convaincre de la justesse de l'ensemble de nos propositions, nous faisons avec eux et nous nous engageons à faire au moins avec eux le pas en avant qu'ils sont prêts à faire.

Quelle suite entendez-vous donner au débat avec le PCR ?

Alain Juillet : Nous avons entamé un débat, retransmis dans le bulletin « Polémiques » dont le N° 2 va sortir. Au point où nous en sommes, le débat doit changer de nature. Il doit se développer à partir de la construction du front face à la crise. A partir de là, sera posé de façon beaucoup plus concrète l'ensemble des problèmes politiques, notamment les deux points fondamentaux : le problème de la construction du Parti et la tactique vis-à-vis du révisionnisme. Dès l'instant qu'il sera franchi un pas décisif sur ces deux points - pas qui n'a pas été franchi en particulier sur le premier point mais nous pensons que votre dernier Congrès présente une avancée considérable dans ce sens - nous espérons, nous OC-GOP que pourra s'engager immédiatement un processus équivalent à celui que nous avons connu avec l'OC-Révolution I, il y a 9 mois ; c'est-à-dire un processus de confrontation qui peut passer par des phases très dures, sur tous les problèmes, pour arriver à une ligne précise permettant de constituer une nouvelle organisation unifiée.

Henri Maler : Je voudrais ajouter que le problème n'est pas de définir abstraitement les conditions d'unification et de centralisation des luttes indépendamment de la réalité du camp populaire qui lutte contre la crise et le régime et en les opposant aux instruments de coordination qui peuvent être construits dans le mouvement syndical ou par des militants syndicaux comme cela a été le cas à Besançon. Une attitude qui viserait à construire des capacités de contre-offensive avec la classe ouvrière en dehors des instruments de lutte dont elle s'est historiquement dotée, c'est à dire le mouvement syndical (au moins ses structures de base) et en dehors des militants de la gauche ouvrière qui ont engagé le combat pour une transformation de la pratique syndicale dans un sens de masse et de classe, conduirait à l'isolement et pourrait, à juste titre, être interprétée comme « anti-syndicale ».

Les forces révolutionnaires, dont nous mêmes, peuvent aussi avoir la tentation d'aller trop vite, de brûler les étapes. Au lieu de construire des instruments d'unification à partir des entreprises en lutte, de construire réellement l'unité du front de classe, la tentation des raccourcis peut aussi conduire à l'isolement : par exemple, se contenter d'ajouter les seules forces des révolutionnaires, les seuls fronts où ils sont majoritaires, les seules entreprises où ils sont présents sans que cela représente les entreprises et les secteurs prolétaires indispensables à une offensive d'ensemble.

Que pense Révolution de la proposition du PCR d'engager la constitution d'un Front de lutte contre la crise ?

Henri Maler : Je crois qu'effectivement les 99 % d'accord invoqués par l'OC-GOP risquent de fonder assez vite si ne sont pas précisés : quelles sont les limites de ce front ? quelle est sa nature ? quelles sont les méthodes de sa construction ? quel est son débouché politique ?

C'est déjà une évolution très positive du PCR d'avoir mis en avant l'idée que l'unité du front prolétarien face à la crise et plus largement du front des travailleurs englobait nécessairement l'ensemble des travailleurs concernés par la crise,

quelle que soit leur appartenance politique ; et que l'unité de ce front doit se faire malgré la division politique du front de classe et contre l'orientation réformiste au sein de ce front. Si c'est cela le « front de lutte face à la crise », c'est là une avancée notable.

Est-ce que tu pourrais prendre un exemple concret de votre participation à la coordination des luttes ?

Henri Maler : Dans un secteur, comme le secteur de l'imprimerie ; ce secteur connaît une politique de restructuration brutale. Les révisionnistes y sont de longue date majoritaires et ont capitulé avant même que s'engagent les luttes dans la mesure où ils se sont battus d'embée sur le maintien du potentiel industriel et non pas sur la sauvegarde des emplois des travailleurs. Ils ont laissé se dégrader progressivement le front de classe jusqu'au point où, quand ils ont voulu engager une riposte avec le *Parisien Libéré*, ils se trouvent dans une situation qui la rendait, même sur leur ligne, extrêmement difficile. Dans un secteur de ce genre, profondément dominé par les révisionnistes, la démonstration a été faite que nous pouvions construire (en l'occurrence, en dehors de la FFTL-CGT dans la mesure où elle n'existe même pas sous forme de section d'entreprise) des instruments d'unification de la gauche ouvrière et de coordination des luttes en particulier autour du Collectif des travailleurs du livre.

Quelle ligne de délimitation s'agit-il d'introduire avec le trotskysme s'agissant de la construction du parti révolutionnaire ?

D'abord, il faut dire que l'OCR s'est toujours efforcée de fonder son action sur le marxisme, le léninisme et les acquis de la révolution chinoise et nous pensons qu'avec l'OC-GOP nous sommes les seuls en France dont les efforts pour y parvenir ont été, quelque peu, couronnés de succès. Les délimitations que nous voyons à faire vis-à-vis du trotskysme portent sur 3 points qui renvoient à des questions de fonds. La preuve qui est d'importance, c'est que nous sommes en désaccord avec les organisations trotskystes agissant en France, en particulier avec la LCR sur la compréhension de ce qu'est la construction du Parti révolutionnaire. Dans la mesure où cette organisation considère que la construction du Parti est le produit de transformation qualitative de sa ligne seule et donc nourrit en permanence des déviations avant-gardistes plus ou moins accentuées sur cette question et fort dommageables parce qu'il s'agit d'une force qui a joué au moins pendant une période, peut-être en train de s'achever, un rôle prépondérant au sein de l'extrême gauche.

La deuxième divergence porte sur la question du rapport avec les réformistes, car nous pensons qu'une chose est de se battre pour imposer un certain type d'unité avec les réformistes, autre chose est de pratiquer une politique de subordination à l'unité d'action conflictuelle avec les réformistes qui aboutit à museler et à stériliser les initiatives et les capacités d'organisation autonome du mouvement de masse. Et en ce sens même sans parler de divergences stratégiques, nous avons une divergence de fond sur la tentative de systématiser une politique d'unité et de lutte avec les réformistes sous la forme du front unique à ouvrir en France aujourd'hui.

Troisième délimitation fondamentale avec le trotskysme, c'est que plus la construction du Parti révolutionnaire avance, plus les échéances décisives s'approchent, plus un certain nombre de divergences idéologiques, notamment quant à l'appréciation sur la nature de l'URSS, sur l'expérience dans la construction du socialisme en Chine et sur l'importance des luttes de libération nationale, prendront une portée politique grandissante.

Nous ne pensons pas que ces déviations puissent être corrigées globalement mais plutôt qu'elles doivent aboutir à un processus d'éclatement permettant une recomposition de l'extrême-gauche.

Comment voyez-vous vos rapports avec le PCR dans les mois qui viennent ?

H. Maler : Nous pensons nécessaire de mener combat pour une unité d'action sans exclusive idéologique avec la quasi-totalité des forces d'extrême-gauche, mais pour que cette unité d'action se réalise sur les bases politiques qui permettent le développement des luttes anti-capitalistes, la progression et la politisation de la gauche ouvrière. Que ce soit sur le front de la riposte des travailleurs à la crise. Que ce soit dans les prochaines échéances électorales pour le soutien à des candidatures « de mouvement » permettant l'expression de la gauche ouvrière. Cette bataille pour l'unité d'action doit se combiner avec un débat politique et idéologique avec la quasi-totalité des forces d'extrême-gauche (le PSU, la LCR, le PCR) à l'exclusion de l'AJR et d'HR que nous ne considérons pas comme des forces d'extrême-gauche. C'est dans ce cadre que nous pensons qu'il faut donner une importance particulière à la confrontation avec les camarades du PCR pour vérifier les conditions de l'unité d'action et la renforcer et parce que nous pensons que ces camarades vont être contraints de faire des choix décisifs dans les deux ans qui viennent.

VIE DU JOURNAL

Je fais partie des trois familles des Belles Portes

Je fais partie des trois familles des Belles Portes. Et en plus, je fais partie du comité de lutte contre le chômage d'Hérouville.

Une des trois familles a obtenu un logement HLM mais moi, pas encore.

J'ai lu un ou deux articles sur le comité. J'ai trouvé cela très intéressant ; je ne peux me permettre de payer, en ce moment, un abonnement au Quotidien du Peuple. Et j'aimerais savoir si je peux aussi bénéficier, comme une des trois familles, d'un abonnement gratuit, en attendant que mes ennuis financiers soient rétablis.

Etant mère de famille de trois enfants, toujours dans l'appartement, car je ne peux sortir beaucoup, et en lisant le «Quotidien du Peuple», cela va m'apporter le point de vue sur les familles, qui sont dans la même situation.

Je vous en remercie d'avance.

Mme L.

L'ÉCOLE, L'ÉLÈVE ET... LE PATRON

Dans l'académie d'Orléans, les élèves de C.E.T. qui passaient le CAP dans les métiers de l'électricité, ont subi une épreuve de français qui portait sur un texte intitulé : «L'Argent» d'un certain F. Augsburger.

Voici quelques passages de ce texte. Cela vaut la peine d'être lu !

«Avec l'argent, on peut acheter tout ce qu'on veut (...). Un peu d'aisance et de sécurité, la faculté de dépenser sans trop compter sont des avantages bien appréciables.»

«Mais il y a tant de choses que l'argent ne peut acheter : la santé, l'amitié...»

Vient alors le plus beau passage du texte : «L'ouvrier mérite son salaire, et un salaire convenable ; considérer le travail d'autrui comme un bien qui doit rendre le plus possible me paraît immoral.»

Mais inversement, se croire victime de l'exploitation parce qu'on doit une certaine portion de temps à un patron me paraît une aberration : tout le monde ne peut pas détenir les instruments de production. (...)

Et plus loin : «Quoi qu'il en soit, on ne supprimera jamais toutes les inégalités... si tout le monde se trouvait un jour avec une fortune identique dans les mains, le lendemain il y aurait à nouveau des riches et des pauvres, à cause de l'habileté des uns et de la moins bonne gérance des autres. Il faut donc apprendre à gérer ce que l'on gagne.»

Voilà le texte proposé au CAP à des élèves de CET qui sont, ne l'oublions pas de futurs ouvriers.

Comme chacun sait, l'école est parfaitement neutre ! et il n'y a que les mauvais esprits pour en douter...

Mais... que dit clairement ce texte ?

L'argent ? C'est bien utile mais ne pensez pas qu'à cela. Contentez-vous donc de ce que vous gagnez. Car, c'est bien connu, l'argent ne fait pas le bonheur... Les inégalités sociales ? Elles sont

naturelles. Il y aura toujours des riches et des pauvres, des exploités et des exploités. C'est dans... la nature des choses.

Bien sûr, le patron qui tire du profit de la sueur de ses ouvriers, est un être immoral ; mais tous ceux qui appellent cela de l'exploitation, alors ceux-là sont carrément des imbéciles qui n'ont jamais compris qu'il faudra toujours des patrons...

Conclusion : soyez raisonnables et sérieux ; n'allez pas revendiquer pour des salaires plus élevés, n'allez surtout pas faire grève, horreur !

Surtout... n'écoutez pas ceux qui vous racontent des âneries, qui colportent des aberrations sur l'exploitation des travailleurs. La Révolution ? ça n'existe pas, ce n'est pas possible. D'ailleurs, ce ne serait pas naturel !!!

Ce qu'il faut pour être

un «bon» ouvrier : savoir bien gérer le peu qu'on a, sans chercher autre chose, sans se poser trop de questions... surtout pas !

Alors ?... quelle idéologie distille ce texte ? Au service de quelle classe ? Qui, a intérêt à ce que les élèves de CET croient toutes ses sornettes ?

Non, l'école n'est pas neutre. Elle est au service de la classe dirigeante, de la bourgeoisie, pour inculquer à nos enfants les idées de la bourgeoisie et rien d'autre. Il faut, que les fils d'ouvriers continuent à croire que le monde ne changera jamais, qu'ils seront toujours exploités et que cela est normal.

A moins... que ces mêmes jeunes travailleurs n'aient pas voulu apprendre bien gentiment la leçon et qu'ils s'entêtent à prouver le contraire !...

Correspondant Briare (Loiret)

A PROPOS DE L'ESPÉLIDOU

Le Groupe Information Asile, dans un communiqué qu'il nous a fait parvenir «s'insurge contre l'emprisonnement de Bruno Evillard et l'inculpation de Michel Sidobre et de Fernand Olivier, à la suite de la plainte déposée par le Dr Savelli».

Ces enseignants et étudiants avaient dénoncé l'assassinat d'Isabelle Le Ménach (étranglée par une camisole de force à l'établissement de l'Espéridou) et soulignaient la responsabilité du père Fabre (aujourd'hui inculpé) et du Dr Savelli,

psychiatre de l'établissement. Le communiqué poursuit :

«Le problème demeure celui de la répression exercée par la psychiatrie et la caution médicale et scientifique qu'elle donne aux institutions dépositaires où l'on parque les dits débilés. La classe dominante vise ainsi à éviter que soient discutées collectivement les causes de cette «débilité» (contrôles médicaux et conditions de travail durant la grossesse orientés vers la rentabilité et non le bien-être de la femme et de l'enfant - accidents du travail et maladies professionnelles...) Par ces institutions, le pouvoir fait en sorte que tout rapport entre les travailleurs valides et invalides soit impossible et que soient aussi dissimulés les effets les plus marquants d'une organisation capitaliste de la production et de la vie.»

Pour tout contact et soutien, un Comité de liaison et d'information sur l'Espéridou s'est créé :

782, avenue Louis Ravas
34 - Montpellier

LE CHATEAU DU GRAIN DE SEL

présente, Place Carli à Marseille :

- Aujourd'hui Vendredi 2 juillet :

- 18 h : «Jusqu'au bout» - Film
- 20 h : «Bonne chance la France» - Film
- 22 h : Concert Imago

- Demain samedi :

- 14 h : «Attica» - Film
- 15 h 30 : Musique - animation enfants
- 18 h : «Quand tu disais Valéry» - Film Beltrame -

Après : Bal avec groupes musicaux locaux.

COMMUNIQUÉS

Samedi 3 juillet à 21 heures, salle des fêtes du grand parc, à Bordeaux, gala de soutien aux familles des prisonniers politiques espagnols, avec le chanteur Imanol.

1^{er} Festival Culturel Malgache

DE L'AMITIÉ ENTRE LES NATIONALITÉS DE MADAGASCAR

4-10 JUILLET 1976 A LA RÉSIDENCE UNIVERSITAIRE DE NANTERRE

GRANDE FÊTE DE CLÔTURE DU FESTIVAL SAMEDI 10 JUILLET 1976

Maison des Amandiers - 110, rue des Amandiers
75020 Paris - M^o Ménilmontand,
Bus n^o 96 : arrêt Henri Chevreau

organisé par
ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS D'ORIGINE MALGACHE

8, Villa du Parc Montsouris - 75014 - Paris
CCP : 5 556 10 E Paris

63^e TOUR DE FRANCE

7^e ÉTAPE : NANCY-MULHOUSE



Maertens a gagné hier sa 4^e victoire d'étape au sprint, devant Jacques Esclassan, Van Katwijk et le maillot vert Gavazzi. Pourtant, la journée avait été particulièrement difficile pour le maillot jaune. En effet, sur la fin d'une course où les coureurs prirent un retard d'une demi-heure sur l'horaire prévu, il dut faire face à une succession de violentes attaques de la part

de deux de ses principaux concurrents, Kuiper et Thévenet. A 40 km de l'arrivée, dans la descente du Grand Ballon, Kuiper se détacha. Van Impe et Maertens étaient les premiers à réagir, bientôt suivis par Thévenet, Zoetemelk, Poulidor, Battaglin... C'est alors que les coéquipiers de Thévenet faisaient le forcing, profitant du relatif isolement de Maertens. Sibil-

le puis J-P Danguillaume étaient particulièrement actifs.

Grâce au travail de son coéquipier Pollentier, Maertens opéra la jonction sur le circuit même d'arrivée, où se réalisait un regroupement général du peloton. Une fois de plus, c'est grâce aux efforts de Pollentier que Maertens a pu garder suffisamment de réserves pour

remporter une nouvelle victoire.

Demain, l'étape conduira les coureurs à Divonne-les-Bains où ils se reposeront Samedi.

CLASSEMENT DE L'ÉTAPE :
1 : Maertens, 2 : Esclassan, 3 : Van Katwijk, 4 : Gavazzi.
Pas de changement au classement général.

PROGRAMME CINÉMA DU CAMP DE LOISIRS DE L'U.C.J.R.

15 août :

Dettes pour salaire. Un véritable soviétique. Solitude du coureur de fond. Yvan le terrible. Etudier, produire, combattre. Mourir à Madrid. Le bonheur. Le peuple et ses fusils. La mort d'un homme sandwich. Et l'acier fut trempé. La parcelle. Tempête sur l'Asie. Chapaïev. Kashima paradise. Un film palestinien.



TÉLÉPHONEZ AU QUOTIDIEN 208 65 61 DE 9 H A 17 H

Le Quotidien du Peuple - Publication du PCRM
Adresse Postale : BP 225 - 75924 Paris - Cedex 19
CCP n^o 23 132 48 F Paris
Directeur de Publication : Y. CHEVET
Imprimé par IPCC Paris - Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

BLOC-NOTES

LES DANGERS DU CREDIT -2-

On est obligé de recourir au crédit pour s'équiper mais celui-ci présente des dangers. Il est important de connaître ces

risques pour ne pas tomber sous le coup de la loi bourgeoise simplement à cause de sa méconnaissance.

1) Votre protection contre le prêteur.

Le taux du crédit est réglé-

ment. C'est ce jugement qui entraîne la saisie par l'intermédiaire d'un huissier.

C'est ce jugement qui entraîne la saisie par l'intermédiaire d'un huissier.

Quand une personne prête de l'argent à un taux supérieur à celui fixé, c'est un délit d'usure. Le prêteur doit vous rembourser toutes les sommes qu'il n'aurait pas dû percevoir ou, si le prêt n'est pas totalement remboursé, les décompter de ce qu'il reste à payer.

Il encourt en plus une peine de prison de 2 mois à 2 ans et une amende de 2 000 F à 30 000 F.

Ces prêts usuraires (au dessus du taux) ne sont pas le fait des grandes banques ou établissements financiers car le taux des crédits est suffisamment élevé pour qu'ils y trouvent leur compte sans prendre le risque de telles sanctions.

2) La protection du prêteur contre l'emprunteur.

L'emprunteur doit rembourser régulièrement. Il faut noter que le contrat de crédit se distingue du contrat de vente, c'est à dire que si vous n'êtes pas satisfait de la marchandise livrée (par exemple non conforme à la commande), vous devez quand même payer le crédit.

Quand on ne paie pas, la société de crédit obtient la condamnation, devant le tribunal civil, au remboursement avec des frais supplémentaires et des dommages-intérêts qui sont souvent importants.

Mais la saisie n'est pas forcément suivie de la vente et parfois des accords ont lieu avec l'huissier pour un paiement échelonné du crédit que l'on doit rembourser.

Dans ce cas, bien que vos meubles soient chez vous, ils sont quand même saisis : donc si vous déménager des objets saisis, les peines sont très lourdes puisque ce sont les mêmes que pour un acte de confiance : 2 mois à 2 ans de prison et 3 600 à 36 000 F d'amende.

On voit que les prêteurs sont bien protégés, d'autant qu'ils ont les moyens financiers d'agir en justice, ce qu'ils n'hésitent pas à faire même si le défaut de paiement a lieu pour d'autres raisons (maladie - chômage) que la mauvaise foi.

De plus, souvent l'établissement financier estimant que le client n'offre pas de garanties suffisantes pour être sûr du remboursement, demande la caution d'une autre personne. La plupart du temps, le cautionnement est conjoint et solidaire : en clair, cela veut dire que si l'emprunteur ne rembourse pas, c'est la personne qui a signé comme caution qui doit rembourser.

C'est une garantie supplémentaire qu'ont les sociétés de crédit.

Anne CALLAC

VENREDI 2 JUILLET

TF1

13 h 00 - JOURNAL
15 h 00 - Tennis (Wimbledon).
18 h 05 - Pour les jeunes
18 h 30 - A la bonne heure
19 h 05 - Ces animaux qu'on appelle les bêtes
19 h 20 - Actualités Régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Tour de France
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Au théâtre ce soir S.O.S. Homme seul
22 h 50 - Presto
23 h 45 - JOURNAL et fin

A2

14 h 00 - Les après-midi d'Antenne 2
18 h 15 - Le palmiers des enfants
18 h 30 - TV service
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités Régionales
19 h 45 - Tour de France
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - La juive du château trompette
Feuilleton
21 h 40 - Apostrophes
22 h 45 - JOURNAL
22 h 55 - Ciné-club
La dixième victime. Film italien d'Elio Petri (1965)
0 h 25 - FIN

FR3

18 h 45 - Pour les jeunes
19 h 05 - Programmes régionaux.
19 h 20 - Actualités Régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Au fil du Rhône
20 h 30 - Vendredi
21 h 30 - La destinée de M. de Rochambeau
22 h 20 - JOURNAL et fin

Que lire pendant les vacances ?

QUINZE LIVRES POUR CENT FRANCS PROPOSÉS PAR LES ÉDITIONS PIERRE-JEAN OSWALD

Depuis plus de dix ans, les Editions Oswald ont publié près de quatre cents titres répartis en une dizaine de collections telles que «Poésie d'Oc», «Poésie-prose africaine», «Théâtre en France», «Les romans bretons», etc...

Cinquante mille livres ont été vendus ainsi depuis décembre 75. Il reste à en diffuser encore autant pour que les Editions Oswald

soient à flot. Ensuite, elles comptent mettre en place un réseau stable de vente directe.

VOICI, À TITRE D'EXEMPLE, QUINZE LIVRES DU CATALOGUE :

- Lo Teatre de la Carriera : *La pastorale de Fos* (bilingue : occitan-français)
- Michelle Loi : *Poètes du peuple chinois*, anthologie
- Mario de Andrade : *La poésie africaine d'expression portugaise*, anthologie
- Yvon Birster : *40 45, scènes de la résistance populaire* (théâtre)
- Paol Keineg : *Le printemps des bonnets rouges* (théâtre)
- M. Métais : *Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise*
- Abdellatif Laâbi : *La poésie palestinienne de combat*
- Youenn Coic : *Le cheval décapité*, roman

- Youenn Coic : *Les plocus*, chronique paysanne
- F. Lopez-R. Marrast : *La poésie ibérique de combat*
- Paol Keineg : *Hommes liges des talus en transes*, poésie
- Atahualpa Yupanqui : *Airs indiens*, poèmes
- Yann-Ber Piriou : *Défense de cracher par terre et de parler breton*, poèmes (bilingue)
- Jean-Pierre Bisson : *Sarcelles-sur-Mer* (théâtre)
- Lo Teatre de la Carriera : *Tabô ou la dernière Sainte-Barbe*

Pour les commandes : Pierre-Jean Oswald : 7, rue de l'Ecole Polytechnique 75 005 Paris - Tél. 033.90.07 Passer à la librairie ou envoyer une enveloppe timbrée à votre adresse, pour recevoir le catalogue et un bon de commande.

FEUILLETON

Hebken

Conte gueux

de
YOUENN COIC

aux Éditions P.J. OSWALD

RÉSUMÉ : Youenn Hebken a travaillé quelque temps à l'hôpital des nécessiteux. Un jour, l'administration de l'hôpital le renvoie parce qu'il s'est baigné nu dans l'étang du château.

Hebken se trouva donc sans logis et sans pain quotidien. Il trouva à s'employer quelques jours chez Jobig Le Gall, un pen ti qui avait repris le métayage de Fanch Paokamm, et qui, bien que vieux, à moitié sourd, et toujours grommelant, avait du bon cœur pour les malheureux. Seulement, Youenn n'avait pas le pied fait pour le sillon et la terre friable. Il ne resta donc pas longtemps. D'ailleurs, s'il était demeuré, ça n'aurait pas changé grand chose, le bon dieu ayant prévu qu'il ne pouvait pas être paysan. Jobig mourrut quatre jours après son départ, et il lui légua une vieille charrette ferrée, deux assiettes ébréchées, un couvert, un banc de bois vermoulu, deux ou trois ustensiles ménagers, et un coutre de charrue.

Youenn était plutôt embarrassé de cet héritage. Mais, par respect de la volonté de Jobig, il chercha à faire de son mieux pour les garder. Il alla donc trouver Peoch Braz, et lui demanda s'il lui permettrait de remiser le testament du vieux Jobig dans un coin de son liorz (1).

Peoch Braz ne pouvait pas dire non, même si Perrinig Pen Carn sa femme n'était pas d'accord,

vu qu'elle était bigote et que la réputation de Youenn n'était pas favorable à la religion.

Cependant, Youenn était contraint de passer le pont, peu de temps après, n'ayant plus rien à faire à Lambour, toute la rue neuve ayant été brûlée dans un incendie, et par conséquent, l'héritage de Jobig étant consummé en cendres. Il alla demander de quoi gagner un peu d'argent auprès du maire de la ville, monsieur Listiala, ancien subdélégué, qui avait bâti sa fortune en faisant la commission pour du Haffont de Lestrediat, et Kersalaun, les plus gros propriétaires fonciers du Cap Caval, puis s'établissant à son compte, en achetant le maximum de biens nationaux pendant la Révolution, y compris le presbytère et le cloître des Carmes de Pont l'Abbé ; on racontait même qu'il avait pris de la piété en parcourant les livres de leur bibliothèque...

Listiala avait installé tout un système de prospection, et il avait été le premier à se reconverter dans la pomme de terre, après la Révolution. On disait qu'il avait failli avoir des ennuis sous la Terreur, comme affameur du peuple ; il s'en était bien tiré, en devenant fournisseur des armées de la République. Maintenant, il était solidement installé. Excellément, même. Sous l'Empire, il avait été docile, et il avait été la première personnalité du Finistère à arborer le drapeau blanc à l'annonce du retour

de Louis XVIII. Cela lui avait valu des moments difficiles pendant les Cent Jours, mais tout de même, il avait joué la bonne carte.

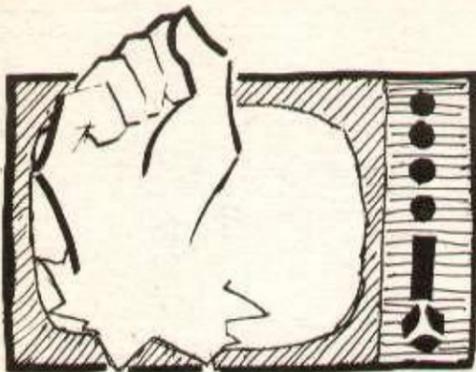
Propriétaire du château des Barons du Pont, il s'était trouvé à ce moment dans une passe délicate : car la fille du Baron restauré était venue réclamer son bien. Grâce à l'appui qu'il trouva auprès du Préfet, et d'hommes de lois fort habiles, il put garder tout ce qu'il avait acheté pour une bouchée de pain.

Il prit donc Youenn Hebken à son service, comme jardinier, puisque c'était la seule chose qu'il savait faire.

Et Youenn passa ainsi deux nouvelles années. Non sans changer beaucoup. Il devint un jeune homme rude mais toujours fruste, et, comme tel, il plaisait beaucoup à Monsieur Listiala, homme pourtant fin et cultivé, qui l'employait à embellir ses jardins du cloître, dont il voulait faire un «petit Eden». Et Youenn, qui avait le sens du motif décoratif, était en train de rendre des points à Le Notre et la Quintinie.

Il ne faudrait pas trop croire, quand même, à la charité de Monsieur Listiala. Et Youenn, qui était plein de reconnaissance pour son bon maître eut une surprise le jour où monsieur le maire le fit venir dans son cabinet.

(1) Petit champ.



THOMSON

Derrière l'écran -4-

1976 : L'ESPRIT DE STOLERU SOUFFLE SUR LA CIAPEM-BRANDT

En 75, à la CIAPEM Brandt à Lyon, une première tentative de faire collaborer des ouvriers à leur exploitation et de changer les rapports entre les chefs et les ouvriers est engagée avec la mise en place des commissions ERACT (Etude et Recherche sur les Accidents et les Conditions de Travail) liées à l'organisme patronal APACT (Association pour l'Amélioration des Conditions de Travail) qui ont pour rôle de neutraliser les CHS.

«PAS BESOIN DE GRÈVE

Ces commissions dirigées par le chef d'atelier composées d'ouvriers et de chefs désignés (en mélangeant habilement fayots, chefs et quelques ouvriers combattifs) tiennent de fréquentes réunions où chacun est invité à présenter les difficultés du travail, les suggestions pour l'améliorer. D'importants moyens financiers et matériels sont mis à leur disposition pour les réaliser. «Il suffit de demander gentiment avec de la bonne volonté et on obtient ce qu'on veut. Pas besoin de grève», semble vouloir dire la direction. La méfiance des travailleurs s'est trouvée renforcée par la constatation que la plupart du temps, ces améliorations s'accompagnent d'une intensification du travail et de la suppression de certains postes.

DE GROS MOYENS POUR RÉPRIMER LES LUTTES

Au CIEPES, les chefs ont appris qu'il faut «s'harmoniser», c'est-à-dire adopter le plus souvent possible le visage de «grand-frère» et profiter de toutes les occasions pour connaître les moindres détails de la vie privée des travailleurs. Tous passent beaucoup de temps à

ces bavardages paternalistes aux postes de travail. Beaucoup d'ouvriers, quoique méfiants, sont dérouterés par ce nouveau style et n'osent pas refuser. Ainsi l'encadrement connaît l'état d'esprit, les pensées des travailleurs et lorsque l'ouvrier veut se rebeller, ils ont en main toutes sortes de moyens pour lui rendre la vie impossible et l'acculer ainsi à prendre son compte.

PLUS DE CASSE-CROÛTE À LA CANTINE

La direction agit sur l'environnement pour favoriser le développement de tels rapports entre chefs et ouvriers. Dans les ateliers, plusieurs «aires de repos» sont aménagées, sortes de fumoirs avec distributeurs de gâteaux, de boissons où les chefs viennent participer aux moments de «détente». En même temps, elle a supprimé la fourniture de casse-croûte et de café à la cantine à la pause de 8 h 30, où les travailleurs de tous les ateliers se retrouvaient, se communiquaient les informations et où des actions pouvaient être décidées.

DES CLOISONS ET DES PLANTES VERTES AUTOUR DES CHAINES

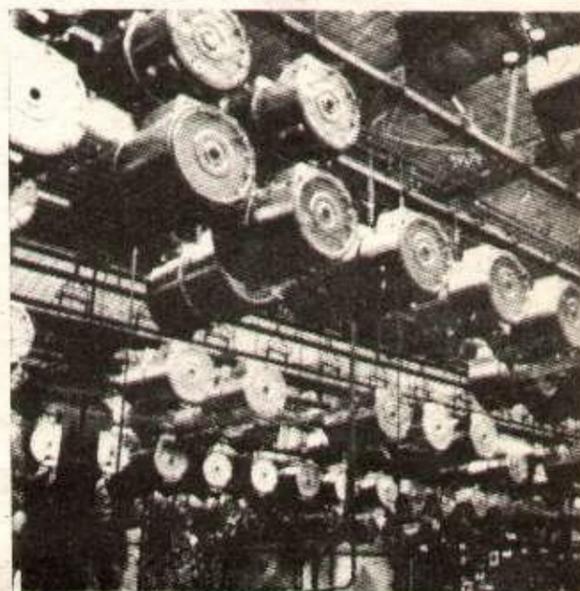
L'immense atelier de montage avec près de cinq cents travailleurs sur cinq chaînes doit progressivement être cloisonné chaîne par chaîne par d'énormes «panneaux anti-bruit» qui bornent l'horizon des travailleurs à leur travail, à leurs voisins immédiats et à leur chef ! La démagogie sociale les orne de couleurs réputées apaisantes,

orange et vert, avec des bacs de plantes vertes... La ferraille et le mouvement constant de réseau de convoyeurs au-dessus des travailleurs doivent être prochainement camouflé par un faux plafond «anti-bruit».

La répression des luttes devient plus subtile. Ainsi, après le dernier conflit, celui des presses en septembre 75, une quinzaine des OS les plus combattifs ont été dispersés, mutés dans différents services de l'entretien où ils ont un travail moins dur et la possibilité d'une promotion professionnelle.

UN SERVICE MÉDICAL «AUX PETITS SOINS»

Le service médical a un rôle dans la nouvelle politique. Avant, il participait du paternalisme répressif, en liaison étroite avec l'encadrement. Il était capable de soins attentifs et compétents pour les ouvriers bien notés. Par contre, ceux qui ont un «mauvais esprit» rencontraient d'étranges incompréhensions condamnant beaucoup à prendre leur compte. Actuellement, il s'y ajoute le commérage



et la sollicitation des confidences par des infirmières.

LE PSYCHIATRE EST LA POUR APAISER LES ANGOISSES

Un psychiatre vient d'être embauché en plus des deux médecins habituels. Son rôle mérite d'être examiné de près. En effet, il entend des psychothérapies : si vous avez des crises d'angoisse ou

des troubles plus graves, ce n'est sûrement pas dû aux cadences, mais à vos problèmes personnels que vous ne maîtrisez pas ! Il fournit aux opérations patronales des justifications pseudo-scientifiques. Au sujet des cloisons «anti-bruit» de l'atelier de montage, il avance le besoin naturel, pour chacun, d'avoir pour cadre d'activité un petit «chez-soi»...

THOMSON VEUT TESTER UN NOUVEAU MODÈLE DE COLLABORATION DE CLASSE

Mais ces activités ne suffisent pas à justifier la dépense ! Il serait étonnant que la vraie raison ne soit pas plutôt que la direction «sociale» parisienne du trust tente là une expérience pilote et charge ce scientifique d'étudier de près le comportement des travailleurs selon telle méthode d'encadrement, telle organisation du travail, rechercher pourquoi la collaboration marche ici et pas là...

LA SEULE DIFFERENCE : LE PRIX

Dans le cadre des initiatives qu'ils projetaient pour soutenir leurs 23 camarades licenciés de Bourgogne-Electronique, des militants syndicalistes parisiens de Thomson-CSF avaient prévu d'intervenir avec tracts et prise de parole au stand électroménager Thomson d'un hyper-marché. Ils y allèrent mais ne virent aucun appareil portant la marque Thomson... Ce qui n'empêcha pas que l'intervention se fit tout de même et que soit dénoncée aux yeux des travailleurs, la répression qui sévit dans le trust !

800 000 MACHINES À LAVER PAR AN...

Thomson n'a pas disparu du marché de l'électroménager. Loin s'en faut ! La branche «grand public» reste «l'enfant chéri» du trust. Avec les éléments blancs (machines à laver, réfrigérateurs... 800 000 unités vendues en 1975) et les éléments bruns (téléviseurs...), Thom-



son est le premier producteur français et le deuxième européen, réalisant le quart du chiffre d'affaire du groupe.

Selon les données statistiques fournies par une association de consommateurs, en 1955, 71% des Français ne

possédaient aucun de ces appareils électro-ménagers modernes. Ils ne sont plus aujourd'hui que 12% dans cette situation. Thomson a donc taillé une bonne partie de son empire sur le développement du modèle de société de consommation.

FABRIQUÉES DANS TROIS USINES THOMSON

Aujourd'hui, Thomson-Brandt est non seulement le premier constructeur français de machines à laver, lave-vaisselles et réfrigérateurs, mais il est le seul ! Ce sont ses trois usines de Lyon-Gerland, Esswein à La Roche sur Yon, et Lesquin (Nord) qui fabriquent la quasi totalité de ces appareils. C'est seulement en fin de chaîne de montage que tel réfrigérateur ou telle machine à laver reçoit l'indication de la marque et quelques «aménagements personnalisés» (une tringlette supplémentaire, un plastique fumé, bleu ou jaune pour le casier à beurre...).

Ainsi, que vous achetiez un réfrigérateur Claret, Frigéco, Conord, Frigéavia, Frimatic, Vedette, etc... la seule différence que vous constaterez, c'est uniquement le prix qui peut varier de 50 à 300 F suivant la marque, la marque la plus chère étant celle qui reçoit le plus de publicité !

Aujourd'hui, l'amputation considérable du pouvoir d'achat des travailleurs et les restrictions à la consommation ont obligé les trusts de l'électro-ménager à développer plus encore cette vaste concentration de la production. Thomson n'est pas le dernier à en profiter : en développant son usine «Usine Hermétique», le trust produit des compresseurs frigorifiques à suffisamment bas prix pour les revendre, par le jeu d'accords entre trusts, à ses concurrents qui, comme Philips, les montent sur leurs propres productions. On pourrait multiplier les exemples...

Ainsi, avec l'entrée du système capitaliste dans la crise, la direction engagée de gros moyens pour rompre la solidarité qui se noue entre exploités, impose l'idée que la seule voie, c'est que chacun s'en remette pour ses problèmes personnels à ses chefs, que chacun pense par son chef !